

IRAK

Les États-Unis se heurtent à une hostilité grandissante

Page B 2



IDÉES

Réforme de la fédération canadienne: point de départ d'un dialogue fructueux

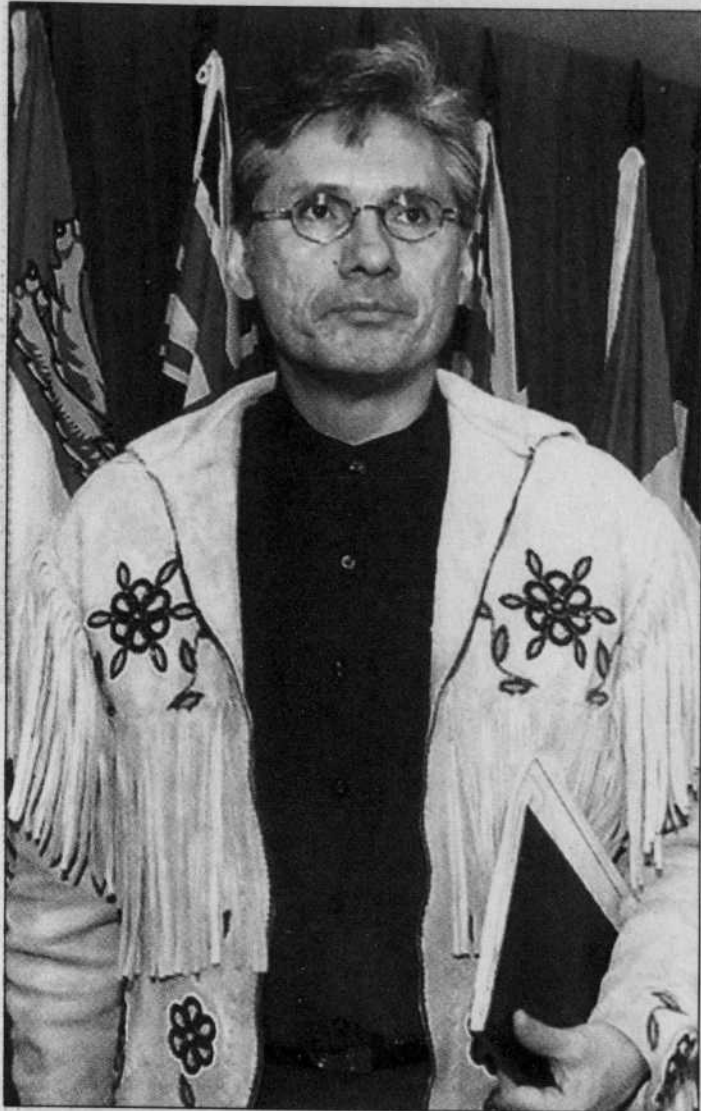
Page B 6

LE DEVOIR

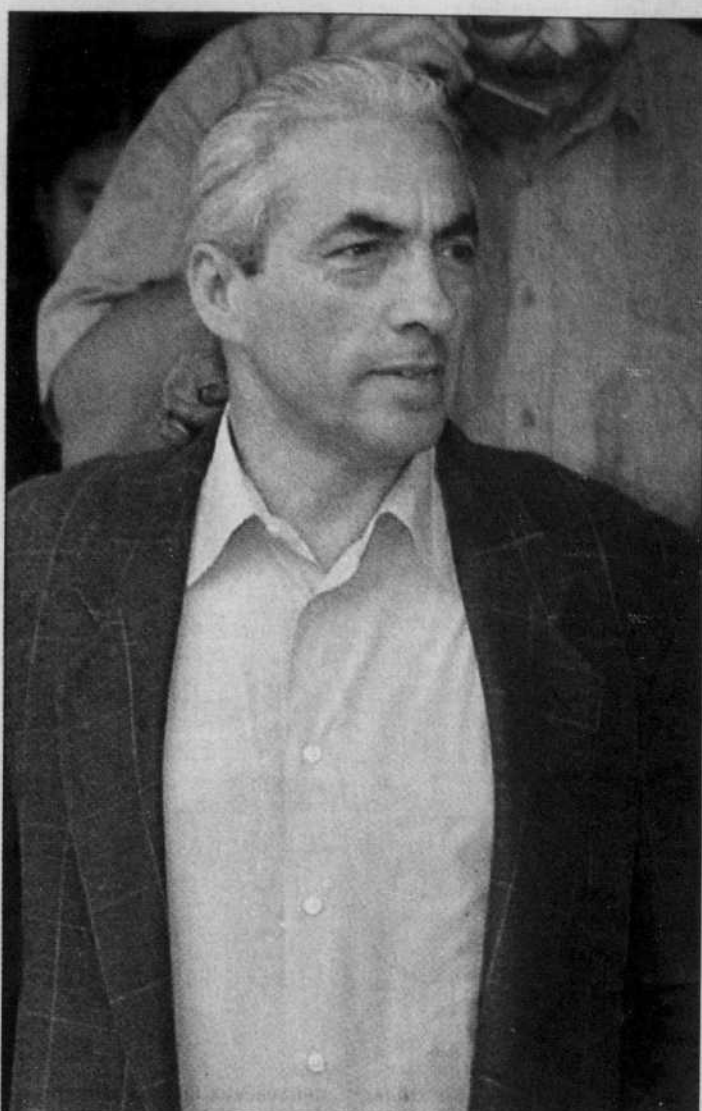
CAHIER
B

PERSPECTIVES

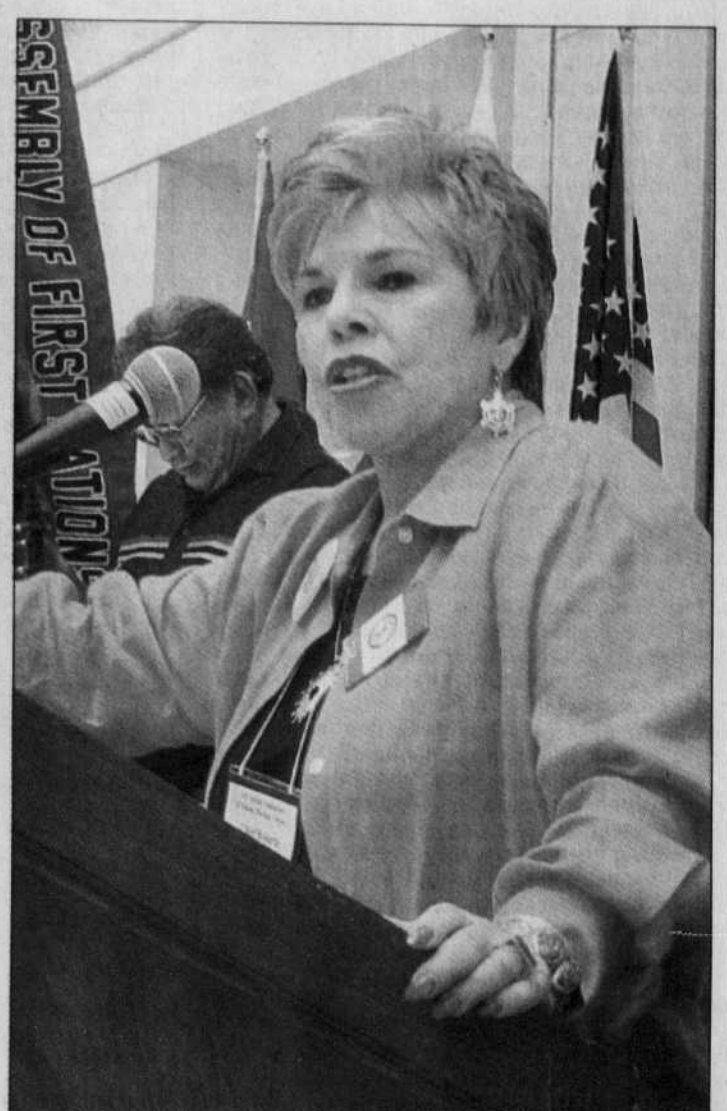
Vote au leadership de l'Assemblée des Premières Nations



Matthew Coon Come



Phil Fontaine



Roberta Jamieson

SOURCE COMITÉ ROBERTA JAMIESON

Une véritable course à trois

Coon Come est contesté, Fontaine ressuscite alors qu'une femme, Roberta Jamieson, plonge dans la mêlée

HÉLÈNE BUZZETTI
DE NOTRE BUREAU D'OTTAWA

Matthew Coon Come n'a complété qu'un seul mandat à la tête de l'Assemblée des Premières Nations (APN) et déjà son leadership est contesté. Sa rhétorique bellueuse a eu raison des — déjà fragiles — relations entre la communauté autochtone canadienne et le gouvernement fédéral, déplore ses adversaires, qui souhaitent le retour à la barre du modéré Phil Fontaine. Le choix, les 633 chefs autochtones l'auront mercredi prochain alors que se tiendra le vote au leadership, une course à trois entre M. Coon Come, M. Fontaine et une chef de l'Ontario.

Phil Fontaine connaît bien le poste pour l'avoir déjà occupé de 1997 à 2000. Il avait été battu en 2000 justement par M. Coon Come sous prétexte qu'il était trop proche du gouvernement libéral de Jean Chrétien. Peu de temps après sa défaite, M. Fontaine avait été nommé à la tête de la Commission des revendications des Indiens. Il a remis sa démission il y a un mois. L'autre candidat, fait en soi plutôt rare, est une femme: Roberta Jamieson, une Mohawk chef de la bande des Six Nations, près de Brampton en Ontario, et avocate de formation.

De l'avis de plusieurs commentateurs de la scène autochtone, il s'agit cette fois d'une véritable course à trois. Les opinions divergent à propos de la feuille de route de M. Coon Come. On lui reproche son attitude frondeuse, qui aurait détérioré les relations avec le gouvernement fédéral mais aussi entre les groupes autochtones. On ne manque pas de souligner que c'est d'ailleurs sous son gouvernement que les fonds alloués par Ottawa à l'APN (principale source de revenus) ont fondu, passant de 21 millions en 2000-01 à 8,9 millions deux ans plus tard, une baisse de plus de 50 % s'étant conclue par d'importantes mises à pied et l'abandon de certains projets.

«[Matthew] Coon Come n'a jamais fait grand-chose», lâche Lawrence Paul, le chef de Melbrooke Band, en Nouvelle-Écosse, et coprésident du Atlantic Policy Congress, un regroupement d'une quarantaine de chefs autochtones des provinces atlantiques. «Les relations avec le gouvernement fédéral ont tourné au vinaigre sous sa gouverne. Elles n'ont jamais été aussi mauvaises», continue-t-il. M. Paul avait appuyé Phil Fontaine en 2000 et le fera encore cette année, lors du vote à Edmonton. Il prétend que la quasi-totalité des chefs atlantiques pensent comme lui et voteront pour Fontaine.

C'est sous le leadership de M. Coon Come

que s'est poursuivi le bras de fer entre autochtones et Ottawa à propos des droits de pêche sur la côte est. Le chef Paul, qui a été très impliqué dans le dossier, estime que c'est grâce aux instances autochtones provinciales qu'il a réussi à passer à travers la crise et non grâce à l'APN, qui ne l'a pas aidé.

Effet de balancier

Le choix du plus haut dirigeant autochtone du pays semble être dicté par le célèbre effet balancier: les leaders controversés et batailleurs sont souvent remplacés à la tête de l'APN par des leaders plus posés pour calmer le jeu. Ainsi, le bouillant Ovide Mercredi avait été remplacé par Phil Fontaine qui, une fois perçu comme trop docile, a été évincé au profit de Matthew Coon Come. Si la tendance des extrêmes se poursuit, alors l'heure du retour de Phil Fontaine pourrait avoir sonné.

«Je ne crois pas que les chefs du Canada soient prêts en ce moment à avoir une femme comme chef national»

C'est du moins ce que pense Joe Norton, le grand chef de Kahnawake, qui souhaite revenir à la formule Fontaine. Si M. Fontaine a été perçu comme trop près du gouvernement libéral, explique M. Norton, c'est parce qu'il avait dû «réparer les dommages» faits par l'ancien leader. Et son rôle ne sera pas différent cette fois-ci s'il est réélu, croit-il. «Il y a eu de la détérioration. Cela doit être réparé.»

Selon M. Norton, l'approche bellueuse de M. Coon Come correspondait aux attentes du gouvernement fédéral. «Cela faisait leur affaire. Ils lui ont trouvé un ministre sur mesure [Robert Nault] prêt à le prendre de front. Une fois qu'on embarque dans cette dynamique, c'est difficile d'en sortir.»

M. Norton, tout comme Lawrence Paul, voit dans l'arrivée d'un nouveau premier ministre (qu'ils croient être Paul Martin) l'occasion de changer cette dynamique. Un nouveau ministre des Affaires indiennes serait probablement nommé. «Changer un seul visage ne changera pas la dynamique. Il faut qu'il y ait un changement des deux côtés», dit M. Norton.

C'est ce sur quoi table d'ailleurs M. Fontaine. «Je me lance dans la course parce que je suis préoccupé par une organisation qui est devenue dissipée, désorganisée, obsédée par les manifestations, intolérante quant à la diversité au sein de notre communauté et qui manque des occasions», dit-il en entrevue. Il ne dira pas directement que c'est la faute de M. Coon Come, insistant sur le fait que ce n'est jamais une seule personne qui est responsable d'une relation, mais ajoute que «c'est lui, le chef national».

Le programme de M. Fontaine est simple et terre à terre: offrir de meilleurs services à la communauté autochtone et améliorer la qualité de vie. Il parle de logement, de chômage et de productivité. Loin de lui les discours sur la



Selon Joe Norton, grand chef de Kahnawake, l'approche bellueuse de M. Coon Come correspondait aux attentes du gouvernement fédéral.

colonisation que tient souvent M. Coon Come. M. Coon Come n'a pas donné suite aux appels répétés du *Devoir* au cours des deux dernières semaines.

À l'APN, toutefois, on pense que c'est plutôt le gouvernement fédéral qui a pris M. Coon Come en grippe, ce qui va à l'encontre de l'indépendance que le ministre devrait afficher. On ne manque pas de rappeler l'entrevue que le ministre Robert Nault a accordée au *Saskatoon StarPhoenix* dans laquelle il dit que «l'APN est, du point de vue de sa structure, incapable de travailler avec le gouvernement, du moins de la façon dont elle est actuellement organisée». M. Nault aurait ainsi expliqué ce qui l'avait amené à travailler avec de petits groupes autochtones pour l'élaboration de sa Loi sur la gouvernance des réserves indiennes plutôt qu'avec l'APN. «Il n'y a pas vraiment de possibilité de parvenir à un consensus avec l'APN dans sa structure actuelle.»

C'est au-dessus de cette mêlée que Roberta Jamieson veut se placer. Elle parle d'un «nouveau style de leadership», qui non seulement réduirait les tensions mais réinventerait le type de relation entre Ottawa et les dirigeants autochtones. Elle demanderait d'ailleurs à ce titre la nomination d'un nouveau ministre responsable

des relations autochtones, différent de celui des Affaires indiennes responsable d'offrir des services. Ce nouveau ministre aurait un rôle plus idéologique, comme Stéphane Dion aux Relations intergouvernementales.

Mme Jamieson critique par ailleurs la façon dont a évolué l'APN et promet plus de subtilité dans son approche. «[Il faut] un leadership qui utilise son jugement pour adopter des approches différentes selon la situation. Il y a des moments où il faut aller devant les tribunaux, d'autres où il faut négocier et d'autres encore où il faut aller manifester devant le parlement», explique-t-elle.

Affaire d'hommes

Le sexe de Mme Jamieson pourrait par ailleurs lui nuire. Selon Lawrence Paul, les chefs autochtones — ceux qui ont droit de vote pour choisir leur leader, en très grande majorité des hommes — ne sont pas prêts à l'élire parce qu'elle est une femme. «Je ne crois pas que les chefs du Canada soient prêts en ce moment à avoir une femme comme chef national. Cela va contre beaucoup de traditions et la culture.» Il prédit à Mme Jamieson le même sort qu'à Marilyn Buffalo à la dernière élection il y a trois ans (elle avait obtenu moins de 3 % des votes, se faisant automatiquement éliminer du scrutin).

PERSPECTIVES

Les Américains se heurtent à une hostilité grandissante en Irak

Les Irakiens ont l'impression d'être gouvernés par un colonisateur qui non seulement ne les consulte pas mais ne les informe tout simplement pas

RÉMY OURDAN
LE MONDE

Bagdad — Le trouble est perceptible dans l'armée américaine. Et ce trouble peut être résumé par une scène survenue il y a quelques jours à Bagdad, lorsqu'un combattant irakien a tiré au lance-roquettes sur une jeep blindée américaine, un Humvee. L'équipage de la patrouille est blessé. Une unité de sauvetage arrive sur les lieux. Pendant l'évacuation, les gens du quartier jettent des pierres sur les GI, infirmiers et blessés. Ils hurlent «US go home!», et aussi: «Il n'y a de Dieu que Dieu, et Bush est l'ennemi de Dieu!» Puis la foule enflamme le Humvee abandonné.

Ce jour-là, le tireur au lance-roquettes était seul. La «résistance» irakienne, célébrée par Saddam Hussein dans son message diffusé le 4 juillet par la chaîne de télévision qatarie al-Jazira, par certains baassistes et certains imams sunnites, reste disparate et ne semble réunir que peu d'activistes. Le problème, au-delà de l'attaque, de «l'attentat terroriste», comme dit l'armée américaine, est, trois mois après la chute de Bagdad, l'enthousiasme populaire que ce type d'actions suscite.

Déjà, pendant la guerre, la population avait été choquée par les tirs contre les civils. Les soldats américains y ont gagné une réputation de cow-boys. Après la guerre, ils ont continué à avoir la gâchette facile, ouvrant le feu sur des foules de manifestants. Et d'autres problèmes sont apparus. Il y a des plaintes pour vols d'argent et de bijoux lors des

fouilles, aux check points ou dans les maisons. Et il y a ce que la population appelle «l'humiliation». A un check point, des gens sont parfois forcés de s'allonger dans la poussière et sentent une botte se poser sur leur nuque. Des soldats fouillent les femmes. Un Bagdadi, auparavant «enchanté de la libération de l'Irak», est «très en colère» parce qu'il a retrouvé, après la fouille, le portrait de sa fille barré d'un «With love...» griffonné au feutre. «Une insulte...»

Puis, il y a ce que les Irakiens appellent «les promesses non tenues». Les Américains sont accusés de ne pas avoir rétabli l'électricité, de ne pas distribuer de rations alimentaires, ni créer d'emplois, ni entamer la reconstruction du pays. Les Irakiens sont impatients, et la colère l'emporte

sur la raison. Sous l'écrasante chaleur estivale, l'absence d'électricité et, donc, de climatisation ou de ventilateur transforme la vie en enfer, et la population refuse d'entendre parler de dommages de guerre, de pillage, de vétusté et encore moins de sabotages. Pour les Bagdadi, c'est «la faute des Américains». Tout problème est «la faute des Américains». Presque tous sont convaincus que les Américains ont coupé l'électricité pour «punir l'Irak».

«Bunkerisation»
Ce ne sont pas les journaux qui vont rétablir un brin de vérité. Bien que contrôlés par des partis ou associations plutôt proaméricains, ils ignorent l'information au profit des rumeurs de la ville et des fantasmes. Face à cette désinformation de la population irakienne, il est étonnant de constater l'absence de politique de communication efficace.

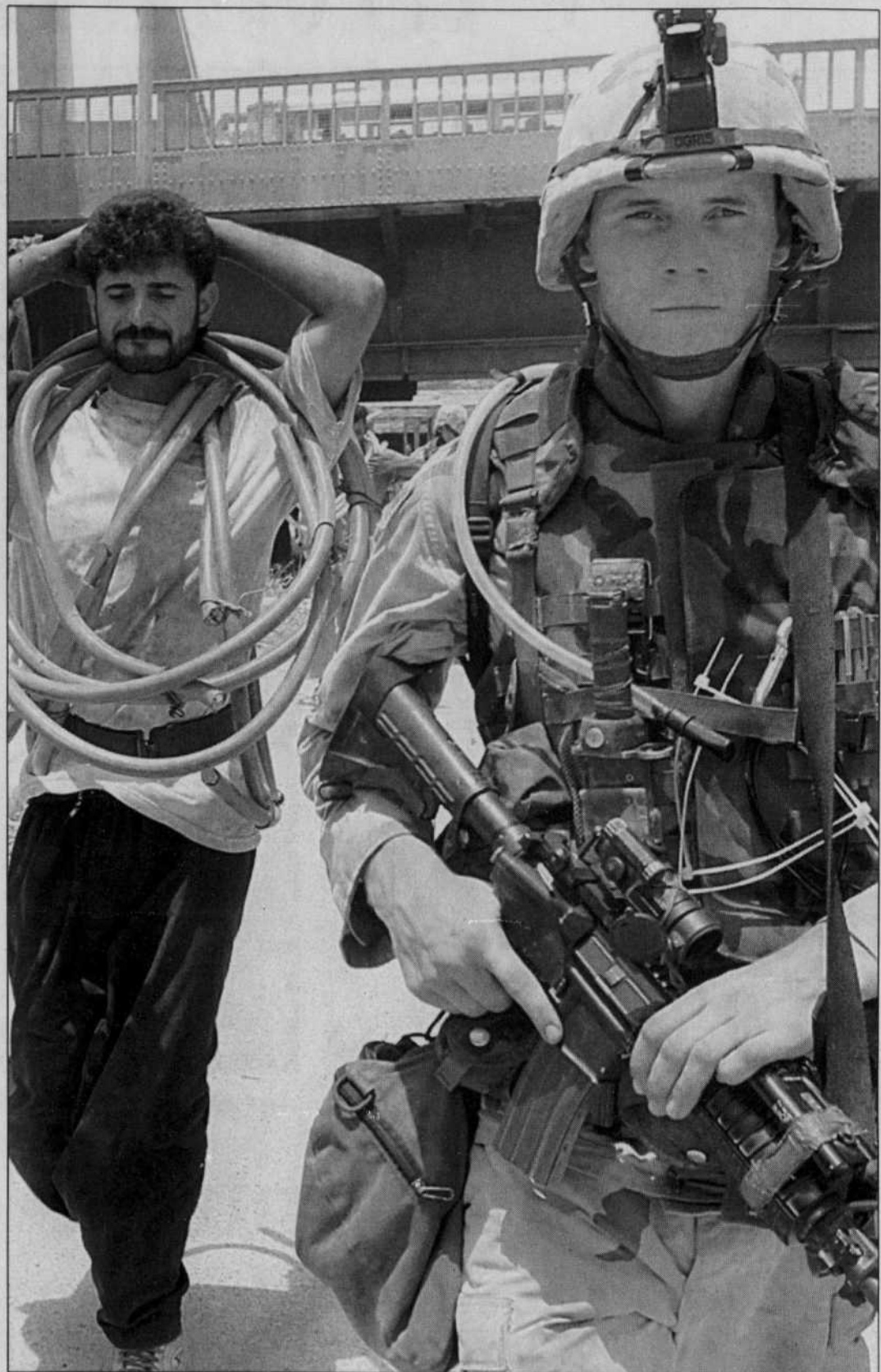
Les Irakiens sont dans le flou. Ils ont l'impression d'être gouvernés par un colonisateur qui non seulement ne les consulte pas mais ne les informe pas. Ils ne savent rien des innombrables réunions irako-américaines, des négociations, des millions de dollars dépensés. Ou ne le croient pas.

La force occupante est suspecte de tous les maux. Et la situation ne s'améliore pas avec la recrudescence des actes de violence. Les Irakiens travaillant avec les Américains commencent à avoir peur et ne relayent plus l'information. Quelques-uns, des interprètes, des policiers, la directrice d'une centrale électrique, ont été assassinés. D'autres «traîtres» ou «collaborateurs» ont reçu des menaces.

La réplique américaine ne fait qu'envenimer davantage la population. Le «gouverneur» Paul Bremer et les commandants militaires ne voient derrière les actes et paroles hostiles que «des nostalgiques du régime criminel de Saddam Hussein». Cela existe mais ne



FALEH KHEIBER REUTERS
La principale cause des soucis de l'occupant américain est aussi le fait qu'il est perçu comme étant en position de faiblesse.



AKRAM SALEH REUTERS
Un homme, surpris par un soldat américain à voler des câbles électriques, est arrêté à Bagdad. Les voleurs et saboteurs de matériel électrique sont légion et constituent l'un des facteurs qui empêchent un apport constant d'électricité dans le pays.

suffit pas à expliquer l'ampleur de la contestation. Car une immense majorité d'Irakiens s'est sentie incroyablement libérée par la chute du tyran. On entend pourtant des phrases comme celles-ci: «Sous Saddam, ça ne se serait pas passé comme ça»; «Sous Saddam, ce n'était pas le chaos». L'absence d'électricité paraît à certains plus pesante que les cadavres sortis des charniers. Le regard méprisant d'un GI semble plus intolérable que le souvenir du règne du Moukhabarat, la terrifiante police secrète.

Au-delà des attaques de réseaux des fedayins et du Moukhabarat, c'est un vaste mouvement de contestation que les États-Unis doivent affronter en Irak. Si les Américains ne le reconnaissent pas, ils commencent à être conscients. Leur «bunkerisation» en est la démonstration. Leurs bases deviennent invisibles derrière le béton, les palissades et les barbelés. Ils se coupent de l'Irak, de la vie, et s'assiegent eux-mêmes dans un pays qui ne leur était pas si hostile à leur arrivée.

La principale cause des soucis de l'occupant américain est aussi, paradoxalement, le fait qu'il est perçu comme étant en position de faiblesse. Les États-Unis ont certes gagné la guerre, mais les Irakiens savent que Washington est mal préparé à gouverner l'Irak, paralysé face à des traditions, des coutumes et une mentalité méconues, et que les GI sont violents parce qu'eux-mêmes apeurés. Le colosse est perçu comme ayant des pieds d'argile. Et cette faiblesse serait, purement et simplement, son incapacité à comprendre l'Irak et, donc, à le gouverner.

Pillage du pays

Le sentiment que les Américains ne sont pas si forts est né dès le lendemain de la guerre. Les journées de pillage ont durablement marqué la population, qui aurait eu plus de respect pour un vainqueur imposant, de gré ou de force, un couvre-feu de trois jours, s'opposant aux bandits et préservant les biens du pays. Mais l'administration et l'armée américaines apparaissent, à tort ou à raison, fermes envers les faibles et faibles face aux «forts», les mafieux, les criminels, les pillards, les profiteurs de guerre et d'après-guerre.

De la part des États-Unis, occuper l'Irak, un pays arabo-musulman, nécessitait de la force et surtout du tact, de l'habileté. La chance des Américains était d'être les tombeurs de Saddam Hussein. Pour cette libération-là, les Irakiens auraient pu être compréhensifs envers l'occupant. Trois mois plus tard, c'est fini. Les Irakiens ne parlent que de cette semaine de juin où l'électricité a été rationnée tandis que les exportations de pétrole reprenaient. Tous pensent que les États-Unis ont commencé le pillage du pays sans se préoccuper du bien-être de ses habitants.

«C'est injuste», plaignent les Américains à Bagdad. Peut-être. Mais c'est ainsi. Dans le cœur des Irakiens, les États-Unis ont commencé, après la victoire militaire, à perdre l'autre bataille, la plus difficile, celle de l'après-guerre.

Pas de renforts militaires avant septembre

Le Pentagone a prévu de commencer en septembre à relever une partie de ses troupes qui opèrent en Irak, depuis la mi-mars, à partir du Koweït où elles avaient été initialement stationnées. Ainsi, la troisième division d'infanterie, qui a joué un rôle primordial dans la prise de Bagdad en avril, doit regagner ses garnisons en Europe et outre-Atlantique pour être remplacée par la première division de cavalerie, actuellement basée à Fort Hood, au Texas.

En Irak, les États-Unis ont 145 000 hommes, destinés à la pacification et à la reconstruction du pays, auxquels il faut ajouter 12 000 Britanniques et quelques soldats australiens ou polonais. Le Pentagone ne cache pas qu'il espère en la participation de 25 000 à 30 000 hommes venus d'autres pays alliés, à commencer par l'Inde, le Pakistan ou le Portugal, qui fournirait un contingent de police paramilitaire. Cet apport aurait dû intervenir dès juillet. Un total de 8000 non-Américains et non-Britanniques avait été promis. Or, si elle a lieu, cette contribution n'interviendra pas avant septembre.

Réévaluation du coût de l'après-guerre

Le secrétaire américain à la Défense, Donald Rumsfeld, a révélé devant la Commission des armées du Sénat mercredi que le coût de la présence militaire américaine en Irak était de 3,9 milliards de dollars par mois. Presque le double d'une première estimation de deux milliards par mois, faite en avril. La première guerre du Golfe, en 1991, avait coûté 75 milliards de dollars, financés en quasi-totalité par les Saoudiens. Il a également indiqué que le coût des opérations en Afghanistan était de 900 à 950 millions de dollars chaque mois. En juin, les membres du Congrès parlaient d'un coût de trois milliards pour l'Irak et de 500 millions pour l'Afghanistan. En ce qui concerne les armes de destruction massive, M. Rumsfeld a indiqué que l'Irak a eu «douze ans pour cacher et dissimuler ces programmes d'armement. Les découvrir prendra du temps».

Par ailleurs, les forces américaines ont annoncé jeudi la mort de trois soldats américains, ce qui porte à 77 le nombre de victimes américaines depuis le 1^{er} mai, date de la fin des hostilités, dont 31 lors d'attaques.

R. O.



Jean Dion

Si c'est approprié

Cette chronique vous parvient directement d'Oslo, où l'auteur des quelques calembredaines qui suivent s'est rendu à pied pour replonger dans son fjord intérieur et, accessoirement, retrouver l'éden perdu. Car, vous ne pouvez pas ne pas être sans ne pas l'ignorer, il a été révélé cette semaine que la Norvège était (encore) le meilleur pays du monde pour y vivre. Premiers au classement de l'indice de développement humain des Nations unies, les Norvégiens. Gang de voleurs.

Franchement, ils n'ont pas dû tenir compte du prix de la bière, les mesureurs onusiens. Vous avez déjà pris une bière en Norvège? A 10 \$ la pinte — donnée de 1996, ça doit être encore pire aujourd'hui —, ça descend légèrement de travers. Pas l'impression de se trouver dans le meilleur pays du monde pour y boire. Et je n'ai pas encore parlé d'un repas chinois à 100 \$ à Alta, au nord du cercle polaire arctique. (Les raisons précises pour lesquelles on peut être tenté d'aller bouffer du chinois au nord du cercle polaire sont assez difficiles à expliquer, mais qu'il suffise de dire que le hasard faisant bien les choses, le cuisinier chinois avait de la parenté à Toronto et était tout content de nous voir.)

Tout de même, l'avantage avec un voyage à pied en Norvège, c'est qu'on peut faire escale en Islande, n° 2 au classement, puis continuer vers la Suède, n° 3. On obtient ainsi un panorama exhaustif du podium de la meilleure, même si on ne parle pas la langue. Et pour se rassurer, pour se dire qu'on est quand même pas si pire, on descend ensuite en Autriche, question de les baver un peu rapport aux Jeux de 2010.

Il faut bien trouver reconfort quelque part, parce que le Canada a chuté au huitième rang, une dégringolade qui n'est pas sans rappeler celle des Cubs de 1969, des Red Sox de 1978 et de Kim Campbell en 1993.

Mais nous avons une foutue bonne excuse: en effet, selon mes sources qui écoutent aux portes place Dag Hammarskjöld, le classement de l'ONU a été établi avant que les provinces canadiennes ne décident de se doter a) d'un Conseil de la fédération; b) d'un Secrétariat au déséquilibre fiscal. Deux institutions qui ne peuvent que nous repousser au boutte du boutte des pays.

Si vous permettez toutefois, c'est une drôle d'appellation, ça: le Secrétariat au déséquilibre fiscal. D'abord, il y a le sigle: SDF. Je veux bien qu'on souligne l'appauvrissement induit par Ottawa, mais ne fait-ce pas un peu qu'êtes-vous? Et puis, d'habitude, les pouvoirs publics se fendent en mille pour trouver des noms qui sentent bon le sent-bon, quitte à ce qu'ils désignent le contraire de la réalité. Les ministères de l'Armée et de la Guerre sont devenus la Défense. Quand on a voulu charcuter le programme d'assurance-chômage, on a confié la tâche à «Développement des ressources humaines», puis on a inventé l'«assurance-emploi». Quand il a été question de mettre des fonctionnaires fédéraux à la porte, on a institué le ministère du «Renouveau de la fonction publique». Ces jours-ci, la tâche d'expliquer comment on mettra la hache dans les prestations de b.s. incombe bien au titulaire de la «Solidarité sociale».

Imaginez maintenant qu'on vous embauche et que, vous trouvant dans un cinq à sept mondial en train de siroter une flûte de Grand Sec d'Orléans (un bon p'tit goût de pas permis) et de mordiller un craquequin Sociables™ en étoile badigeonné de Cheez Whiz avec une tranche d'olive avec du piment au milieu dessus, une personne agréable de sa dégaîne vienne discuter le bout de gras en vous demandant ce que vous faites dans la vie. «Je sèche le déséquilibre» est un bien piètre noueur de contact, avouons.

Enfin, Vous, c'est votre affaire, mais je crois qu'on ne peut que souhaiter la meilleure des chances à ces deux nouveaux organismes. En Norvège, ils n'en ont même pas, de conseil de fédération et de secrétariat au déséquilibre. Ni en Islande. En Islande, ils ont seulement des moutons et de l'eau chaude. Nous, on a un premier ministre qui s'appelle Hamm, et un autre qui s'appelle Binns. Sans parler d'un Calvert. Je ne vois pas de quoi on se plaint.

Bizarre. J'ai vérifié et révérifié, j'ai même fait appel à la firme qui surveille les boules de loterie, et l'affaire est entendue: l'Irak ne figure pas au palmarès de l'ONU. Pourtant, avec la paix, la démocratie et la prospérité qui y sont installées pour l'éternité depuis la fin (oui oui) de la guerre, on aurait pu s'attendre à le voir se pointer au quatrième rang, cinquième max.

A moins que l'Irak ne soit inclus dans la mention «États-Unis»? Les USA, soulignons-le, occupent la septième place, et le spectaculaire redressement de la situation dans le grand Bagdad métro n'est sûrement pas étranger à cette belle prestation. Cela m'a d'ailleurs incité, et puisqu'il est question de loterie, à songer sérieusement à émigrer aux States. Chacun, il y avait au même moment un ami lecteur, M. Brunet, perturbé par l'histoire des arachides en écale salées (dont la résolution, grâce à un autre ami lecteur, vous sera communiquée mardi) et désireux de me perturber à mon tour, pour me faire parvenir la page ouëbe en français du Service de naturalisation et d'immigration américain où l'on peut s'inscrire au tirage annuel de 55 000 Green Cards, permettant d'aller vivre aux États, d'y occuper un emploi, de posséder une arme à feu et même de se sodomiser en plein cœur du Texas.

Lisons donc. «Voulez-vous vivre aux États-Unis? Cliquez ici pour s'appliquer maintenant. Le temps de date limite pour Dv-2005 s'approche. Appliquez maintenant pour assurer l'entrée opportune! Si vous êtes sérieux au sujet de se déplacer aux USA, commencez aujourd'hui en téléchargeant notre kit et après les directions étape-par-étape simples.»

J'ai donc scrupuleusement rempli le formulaire, jouant toutefois à tête ou bitch pour déterminer si je devais ou non cocher les cases «Si vous ne faites pas vérifier à un conjoint sup ici» et «Si vous n'avez pas tous les enfants satisfont le contrôle ici».

Vous me direz que, compte tenu de l'air du temps, il est déjà appréciable que les États-Unis offrent des formulaires en français, fût-il approximatif. Mais au fond, c'est qu'ils veulent savoir si vous avez, comment dire, le humpf nécessaire pour vivre aux States. Impossible d'interpréter autrement la reddition de City and Zip:

«Ville et Fermeture éclair (Si c'est approprié)».

jdion@ledevoir.com

LE DEVOIR

LE MONDE

LIBERIA

Un imposteur se mêle au corps de la presse présidentielle

AGENCE FRANCE-PRESSE

Entebbe — Un homme, se faisant passer pour journaliste, a réussi à embarquer à bord de l'avion de la presse présidentielle qui suit la tournée africaine de George W. Bush, ont annoncé hier des sources officielles à Kampala.

L'homme, un Sud-Africain, a réussi à embarquer à Pretoria et a fait sans encombre le vol jusqu'en Ouganda dans la matinée.

Selon les responsables ougandais qui ont requis l'anonymat, l'homme a été intercepté à l'aéroport international d'Entebbe et a été conduit pour interrogatoire auprès d'agents de sécurité américains. «Il dit qu'il est journaliste et il n'a pas de passeport», a dit un agent américain. Il a ensuite été placé en garde à vue.

«Nous le détenons et nous enquêtons pour savoir pour quelle raison il s'est glissé dans la délégation américaine», a déclaré un porte-parole de la police ougandaise, Asuman Mugenyi. «Après enquête, nous l'expulserons vers l'Afrique du Sud.»

L'homme portait une enveloppe avec l'inscription «coupures de presse» et cherchait à savoir où le président américain devait s'exprimer, ont dit d'autres responsables.

Meurtre du préfet Érignac

Perpétuité pour deux nationalistes corses

AGENCE FRANCE-PRESSE

Paris — La cour d'assises spéciale de Paris a condamné hier deux des huit nationalistes corses jugés pour l'assassinat du préfet de Corse Claude Érignac en 1998 à la réclusion criminelle à perpétuité et les autres à des peines allant de 15 à 30 ans de prison.

Pierre Alessandri, 45 ans, accusé d'avoir assuré la couverture du duo chargé de tirer sur le préfet, et Alain Ferrandi, 42 ans, présent comme le coordonnateur de l'assassinat, ont été condamnés à la réclusion criminelle à perpétuité.

Claude Érignac, 60 ans, premier représentant de l'État français dans l'île méditerranéenne en proie à la violence, a été tué de trois balles dans la tête le 6 février 1998, à Ajaccio, la principale ville de Corse.

Yvan Colonna, soupçonné d'avoir tiré sur le préfet (gouverneur non élu), a été arrêté la semaine dernière, après quatre ans de cavale, mais son cas est resté disjoint. La police s'attache à démanteler le réseau de soutien qui a permis au tueur présumé du préfet d'échapper à la justice pendant plus de quatre ans. L'arrestation d'Yvan Colonna est survenue deux jours avant un référendum sur une proposition de nouveau statut pour la Corse qui a vu le non l'emporter, un revers pour le gouvernement français qui avait déployé de considérables efforts pour une victoire du oui.

Les insultes de Stefani lui coûtent son poste

AGENCE FRANCE-PRESSE

Rome — Le sous-secrétaire d'État italien au Tourisme, Stefano Stefani, qui avait tenu des propos insultants contre les touristes allemands, a annoncé hier soir avoir remis sa démission au chef du gouvernement Silvio Berlusconi. M. Stefani a fait cette annonce au cours d'une réunion politique de la Ligue du Nord, le parti populiste et xénophobe dont il est membre, à Badia Calavena, dans le nord de l'Italie.

M. Stefani a qualifié récemment les touristes allemands de «blonds supernationalistes qui se jettent bruyamment sur nos plages» et ses propos ont suscité un très vif émoi en Allemagne, amenant le chancelier Gerhard Schröder à annuler des vacances prévues en Italie. Peu de temps avant de remettre sa démission, M. Stefani avait présenté ses excuses dans une déclaration publiée par le quotidien populaire allemand Bild à paraître aujourd'hui.

Mais ces regrets ont été tardifs et le vice-premier ministre italien, Gianfranco Fini, avait affirmé plus tôt dans la soirée que M. Berlusconi demanderait la démission de M. Stefani.

Srebrenica pleure



DANILO KRSTANOVIC REUTERS

PLUSIEURS MILLIERS de Bosniaques se sont rassemblés hier pour assister à l'enterrement de 282 hommes de confession musulmane tués lors du massacre de Srebrenica en 1995 et pour souligner le huitième anniversaire de la plus grave atrocité commise en Europe depuis la Seconde Guerre mondiale.

Les rebelles combattraient une force internationale défendant Taylor

Le LURD exige avant toute intervention le départ du chef de l'État, qui s'en tient à une séquence inverse des événements

REUTERS
AGENCE FRANCE-PRESSE

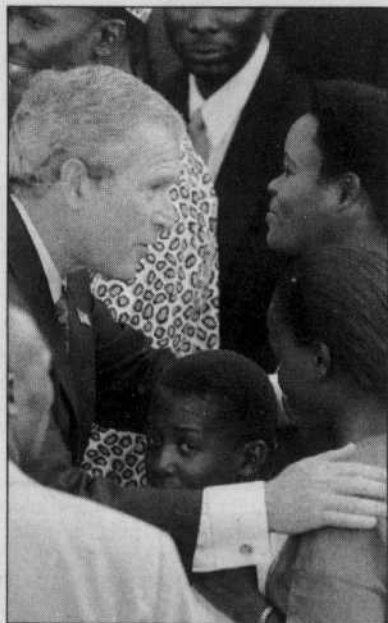
Monrovia — Toute force internationale de maintien de la paix déployée avant le départ du président Charles Taylor devra être préparée à se battre, a affirmé hier le principal mouvement rebelle libérien dans un communiqué.

Cette position affichée par le mouvement des Libériens unis pour la réconciliation et la démocratie (Lurd) jette une ombre sur les préparatifs en vue d'un tel déploiement, tandis que Washington hésite encore à y participer.

Selon les rebelles, l'arrivée d'une force de maintien de la paix avant le départ de Taylor, inculpé pour crimes de guerre en Sierra Leone, serait à considérer comme un coup de pouce au chef de l'État et ne ferait que prolonger la crise.

«Si nous espérons le meilleur, nous sommes armés de la pire; par conséquent, toute force déployée avant le départ de Taylor doit être prête au combat», dit le communiqué des Lurd. Un déploiement dans de telles conditions serait «absurde et inacceptable», martèlent les auteurs du document.

S'il a d'ores et déjà accepté de se retirer, Taylor a quant à lui adopté une



Hier George Bush a séjourné en Ouganda, avant de s'envoler pour le Nigeria, dernière étape de sa tournée africaine.

Plus de 100 000 Libériens seraient menacés de famine dans la région de Monrovia

position diamétralement opposée, faisant du déploiement international un préalable indispensable à son départ.

Entre-temps, plus de 100 000 Libériens sont menacés de famine dans des camps de réfugiés surpeuplés autour de Monrovia, la capitale, a averti hier le

Programme alimentaire mondial (PAM). «Ces gens sont dans des no man's land. Nous ne pouvons pas arriver jusqu'à eux», a déploré le vice-directeur du PAM pour l'Afrique de l'Ouest, Arnold Vercken.

Les États-Unis, d'où étaient issus les esclaves africains qui fondèrent le Libéria au XIX^e siècle, sont soumis à une pression internationale croissante en faveur d'une intervention.

George W. Bush, qui a entamé mardi une tournée de cinq jours sur le continent africain, devrait trancher très prochainement la ques-

tion d'une contribution américaine à la force internationale dont le contingent sera formé pour l'essentiel par les pays de la CEDEAO (Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest). Hésitante, l'administration Bush garde à l'esprit la retraite humiliante et sanglante des forces américaines engagées il y a dix ans en Somalie.

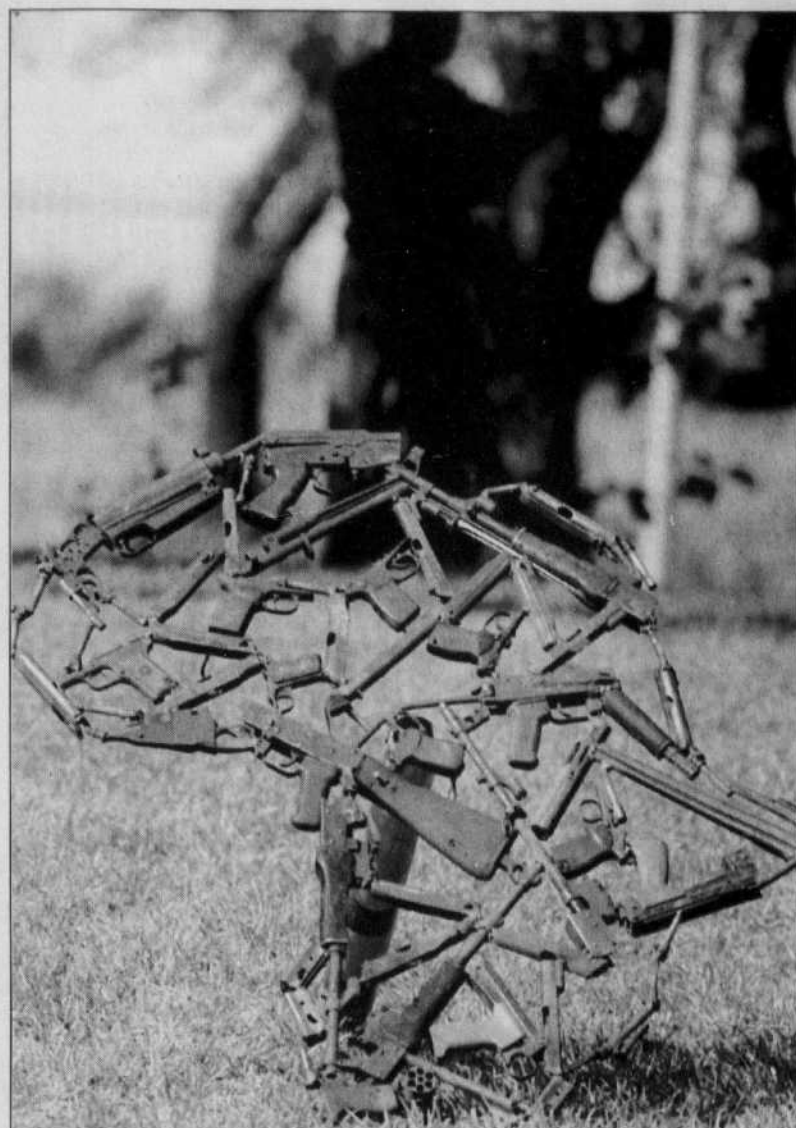
Une équipe militaire américaine rencontrera ce week-end au Ghana les représentants de la CEDEAO pour définir les modalités d'un déploiement.

Le Nigeria, où George W. Bush s'est rendu hier soir, a en outre fait savoir que 1000 à 1500 hommes, avant-garde d'une force susceptible d'en compter jusqu'à 5000, pourraient être dépêchés très rapidement au Libéria. Le président Olusegun Obasanjo a par ailleurs mis les rebelles au défi de s'en prendre à cette force.

Comme bon nombre de diplomates, les Libériens restent pour leur part convaincus que seuls les États-Unis sauront les sortir du chaos. L'intervention nigérienne opérée dans les années 1990 pour mettre un terme à la guerre civile, qui a fait 200 000 morts, s'était soldée par un échec.

Quant à Taylor lui-même, s'il a accepté le principe d'une démission ainsi que l'asile offert par Abuja, il continue d'exiger la levée de son inculpation pour crimes de guerre pour des faits commis en Sierra Leone voisine. Hier, le chef de l'État ghanéen John Kufuor, président en exercice de la CEDEAO, a assuré qu'un exil au Nigeria ne signifiait pas l'immunité bien qu'Abuja ne soit tenu par aucun accord d'extradition.

Les chefs d'État et de gouvernement



JUDA NGWENYA REUTERS

Trop de kalachnikovs en Afrique, rappelle cette sculpture exposée à l'extérieur du centre de conférence où se déroule le sommet de l'UA, à Maputo.

de l'Union africaine (UA), réunis à Maputo, au Mozambique, ont de leur côté apporté, hier, un large soutien à la création d'un Conseil de paix et de sécurité chargé d'intervenir dans les conflits sur le continent.

La mise en place de ce Conseil qui, à l'image du Conseil de sécurité de l'ONU, aura le pouvoir de voter des résolutions et de décider de l'envoi de troupes dans des zones de guerre, doit être ratifiée par 27 des 53 États membres de l'Union. A ce jour, seulement 17 l'ont ratifié.

Le président sénégalais Abdoulaye Wade a affirmé que ce Conseil, qui permettrait aux Africains de régler leurs

conflits, était «largement approuvé» par les dirigeants de l'UA.

Les dirigeants africains ont évoqué hier les conflits persistants dans certains pays du continent mais leurs efforts diplomatiques ont été freinés par l'absence de nombreux chefs d'État lors de cette deuxième journée du sommet.

Lors d'une session à huis clos, les 53 membres de l'UA ont évoqué les guerres civiles qui ravagent le Libéria, le Burundi, la République démocratique du Congo, le Soudan et la Somalie même si les présidents libérien, burundais, congolais et somalien figuraient au nombre des absents notables de ce sommet de trois jours.

Le torchon brûle entre Poutine et les «oligarques»

AGENCE FRANCE-PRESSE

Moscou — Les «oligarques» russes ont lancé hier un appel au président Vladimir Poutine pour qu'il fasse cesser la campagne lancée selon eux contre le patron du groupe pétrolier Ioukos, Mikhaïl Khodorkovski, mettant en garde contre la déstabilisation du pays à quelques mois des législatives.

Au même moment, quinze représentants du parquet accompagnés de policiers masqués effectuaient une perquisition au siège de Ioukos, le numéro deux russe du pétrole dont les actions ont plongé de quelque 20 % depuis le début, la semaine dernière, d'une série de poursuites judiciaires et fiscales, interprétée comme une attaque en règle aux motifs et aux objectifs encore peu clairs.

Le propriétaire de Ioukos, M. Khodorkovski, qui est présenté à 40 ans comme l'homme le plus riche de Russie avec une fortune estimée à huit milliards de dollars, a pour sa part quitté la Russie pour prendre part à une conférence aux États-Unis, son groupe assurant qu'il rentrerait au début de la semaine prochaine.

Le président de l'Union des entrepreneurs et des industriels russe, Arkadi Volski, a remis lors d'une réunion au Kremlin une lettre à M. Poutine rédigée en accord avec les principaux «oligarques», ces puissants hommes d'affaires enrichis à la faveur des privatisations de l'économie russe, et avec lesquels le président russe avait conclu un pacte de «non-agression» après son élection en mars 2000. Il a mis en garde lors de la réunion au Kremlin, présidée par Vladimir Poutine, contre «certaines démarches [qui] ont commencé à mettre en péril la stabilité» acquise dans l'économie russe.

Le président Poutine, dont nombre d'observateurs pensent qu'il a dû donner un aval au moins tacite à la campagne contre Ioukos, est resté silencieux sur l'affaire depuis le début, alors que la presse et les analystes ont évoqué un avertissement du Kremlin après l'appui financier de M. Khodorkovski à des partis politiques, à la veille des législatives de décembre.

«Mesures répressives exagérées»

Selon le chef du parti réformateur Iabloko, Grigori Iavlinski, qui était présent à la réunion du Kremlin, M. Poutine s'est contenté de déclarer qu'il réprouvait le recours à «des mesures répressives exagérées» pour régler des questions d'infractions économiques.

«Nos investisseurs ont perdu beaucoup d'argent [dans cette affaire], mais ce n'est rien par rapport à ce qu'y a perdu la Russie dans son ensemble», avait pour sa part déclaré M. Khodorkovski à la télévision NTV jeudi soir. Il avait déjà dénoncé dimanche une affaire se situant «en dehors du domaine du droit». Platon Lebedev, un proche associé de M. Khodorkovski et un des principaux actionnaires de Ioukos, a été arrêté et inculpé la semaine dernière pour une affaire présumée de détournement d'actions remontant à 1994.

Un responsable du service de sécurité du groupe a été inculpé pour meurtre au même moment, et des enquêtes préliminaires pour évasion fiscale ont été par la suite lancées contre Ioukos et son partenaire, le cinquième groupe pétrolier russe Sibneft.

Ioukos, une entreprise faisant figure de modèle de transparence et d'adaptation aux normes internationales, a engagé une procédure de fusion, qui paraît désormais en danger, avec Sibneft pour faire naître le premier groupe russe et le quatrième pétrolier mondial.

Disponibles en DVD: les meilleurs discours d'Ali le comique

AGENCE FRANCE-PRESSE

Londres — Une compilation des «meilleurs» discours de l'ancien ministre irakien de l'Information, Mohammad Saïd al-Sahhaf, également surnommé «la machine à mentir» ou «Ali le comique», est sortie cette semaine en DVD en Grande-Bretagne dans les bacs des magasins Virgin, à-t-on appris hier. Le DVD, intitulé en anglais *Comical Ali*, comprend un documentaire sur l'ancien ministre de Saddam Hussein et une sélection

de ses discours les plus loufoques.

L'ancien ministre irakien était passé à la postérité avec ses interventions surréalistes devant les caméras de télévision durant la guerre en Irak.

La veille de la chute de Bagdad, le 9 avril, il affirmait encore que les Américains n'étaient pas entrés dans la capitale alors que les chars n'étaient plus qu'à quelques centaines de mètres de l'endroit où il parlait.

Ses interventions télévisées lui avaient attiré, bien des sympathies, surtout dans les autres pays arabes, et

un site Internet avait été créé à sa gloire.

Le président américain George W. Bush lui-même avait reconnu qu'il interrompait ses réunions durant la guerre pour regarder M. al-Sahhaf à la télévision, ajoutant que celui-ci le faisait bien rire.

En Grande-Bretagne, Mohammad Saïd al-Sahhaf avait été baptisé par la presse «Comical Ali» en référence à «Chemical Ali» (Ali le chimiste), un cousin de Saddam Hussein tristement célèbre pour avoir gazé des milliers de Kurdes en 1988.

É D I T O R I A L

L'approche Charest

Le message que les provinces lancent au gouvernement fédéral avec la création du Conseil de la fédération est limpide: elles en ont assez de l'attitude impériale d'Ottawa à leur endroit et elles veulent que l'on comprenne bien, dans la capitale fédérale, que les relations fédérales-provinciales doivent être une voie à deux sens.

Le Conseil de la fédération, une idée mise en avant par le premier ministre Jean Charest, arrive à point nommé. Il n'a pas eu de difficulté à la faire adopter tant le fruit était mûr. Ces dernières années, les tensions entre les deux paliers de gouvernement, généralement à propos du système de soins de santé, n'ont cessé de s'accroître. La remise en cause récente par le ministre fédéral des Finances, John Manley, de l'engagement de verser deux milliards supplémentaires aux provinces pour la santé en 2004 aura conduit tout naturellement les premiers ministres à vouloir resserrer les rangs. Il était temps que les provinces adoptent une approche structurée de ce qu'on appelle l'interprovincialisme. Exception faite du Conseil des ministres de l'Éducation, il n'y avait pas d'autre lieu que les conférences annuelles des premiers ministres pour permettre aux provinces d'échanger. Ces rencontres, amorcées par le premier ministre Jean Lesage au début des années 60, ont longtemps voulu favoriser les relations interpersonnelles. Avec la bataille du déséquilibre fiscal, les premiers ministres ont compris qu'ils devaient aller plus loin dans la concertation.

Les provinces ont toujours eu tendance à affronter le gouvernement fédéral dans le désordre, chacune y allant de ses revendications. Cela a toujours fait l'affaire d'Ottawa, dont le slogan est «diviser pour régner». Grâce à son pouvoir de dépenser, il arrive facilement à imposer sa vision du développement de la fédération, y compris dans les champs de compétence provinciale. Le Conseil de la fédération n'inversera pas le rapport de force actuel mais il pourra permettre aux provinces de discuter de façon ordonnée avec le gouvernement fédéral, ce qui, sur le plan stratégique, sera un atout. Elles auront un instrument pour élaborer des politiques communes et exercer un pouvoir d'initiative qu'elles laissent trop souvent au gouvernement fédéral. Encore faudra-t-il qu'elles veuillent s'en servir.

En effet, il ne faut pas voir ce conseil comme la panacée à tous les maux du fédéralisme canadien. Les provinces, à commencer par le Québec, conservent leurs particularités et leurs priorités, qui les mèneront à diverger la plupart du temps. On en a encore eu un exemple hier à propos du Conseil national de la santé. Quant au gouvernement fédéral, il ne changera pas d'attitude pour autant. Une fédération a besoin d'un gouvernement central fort, notait le bureau de Jean Chrétien, tandis qu'à titre de futur premier ministre, Paul Martin mettait tout de suite ses conditions à la tenue d'une conférence annuelle des premiers ministres, réclamée par les provinces. Il veut qu'y participent aussi les maires des grandes villes. On voit déjà poindre le conflit.

En proposant de créer ce Conseil de la fédération, Jean Charest voulait se démarquer clairement des gouvernements qui l'ont précédé à Québec. Ses homologues l'ont bien compris en saluant le retour d'un Québécois fédéraliste à la table des premiers ministres. Personne ne devrait être surpris de voir M. Charest vouloir tout à la fois défendre les intérêts du Québec et rechercher un fonctionnement harmonieux de la fédération canadienne. Il n'a jamais caché ses intentions à ce sujet depuis qu'il est devenu chef du Parti libéral du Québec.

L'approche qu'il préconise est à l'opposé de celle des gouvernements péquistes et même, dans une certaine mesure, de celle des gouvernements de Robert Bourassa. À ses yeux, l'heure n'est plus à la défense étroite des compétences du Québec mais à l'interdépendance, ce qui exige que l'on travaille à l'édification d'une fédération canadienne plus consensuelle. Il faut voir la création du Conseil de la fédération comme la première pierre que pose M. Charest en ce sens.

Ce changement de cap est important. Affaiblira-t-il le Québec, comme le soutenait hier l'opposition péquiste? Il est trop tôt pour en juger. Déjà, on sent que le premier ministre modère ses ambitions. Alors que le programme libéral faisait du Conseil de la fédération «un forum permanent de concertation entre les partenaires fédératifs», on convient qu'il y a beaucoup de chemin à parcourir avant d'inviter le gouvernement fédéral à y siéger. Comme ses prédécesseurs, M. Charest devra vite affronter la réalité politique qui, en l'occurrence, lui imposera de défendre en premier lieu les intérêts du Québec. C'est à sa capacité de le faire qu'il faudra le juger. À cet égard, un premier test l'attend au début de l'automne avec les accords sur la péréquation. Viendra ensuite, à l'hiver, le financement des programmes de santé. C'est là qu'on verra si l'approche Charest peut bien servir les intérêts du Québec.

bdescoteaux@ledevoir.ca

LE DEVOIR

FONDÉ PAR HENRI BOURASSA
LE 10 JANVIER 1910
FAIS CE QUE DOIS

Directeur BERNARD DESCÔTEAUX
Rédacteur en chef JEAN-ROBERT SANSAFON
Vice-présidente finances et administration CATHERINE LABERGE
Directeur de l'information JULES RICHER
Directeurs adjoints de l'information PIERRE BEAULIEU,
JEAN-FRANÇOIS NADEAU, LOUIS LAPIERRE
Directeur artistique CHRISTIAN TIFFET
Directeur, ventes publicitaires NICOLE CALESTAGNE



LETTRES

Ce matin, en lisant le journal, j'ai pleuré

On lit souvent des horreurs et des atrocités commises au nom de ce que je ne veux même pas savoir, mais là, l'histoire m'a vraiment touchée. Je savais déjà que les habitants de Guindoville avaient reçu des avis d'éviction et s'étaient enchaînés à leurs maisons pour ne pas qu'on les en chasse. J'ai sans doute été un peu dupe, victime une fois de plus de la naïveté que je garde de mon enfance et qui me fait croire que les gens sont fondamentalement bons, mais j'ai cru que ça fonctionnerait. J'ai cru que le mot «humains» dans «êtres humains» voulait dire quelque chose. J'ai cru que l'administration de Val-David reculerait, réfléchirait et trouverait une solution qui ferait l'affaire de tout le monde, les riches investisseurs comme les petites gens. Mais non, ce matin, presque à l'aube (histoire, je suppose, que les gens endormis ne résistent pas et que les médias ne soient pas présents), la SQ a chassé les derniers propriétaires de leurs maisons. Nul besoin de préciser que ces maisons n'étaient pas des condos neufs avec gardien de sécurité et air climatisé.

Ce que j'aimerais savoir, c'est où ils vont vivre maintenant que leurs demeures ont été rasées. Je ne sais pas ce que la Ville leur a offert en échange et, dans le fond, je m'en fous. Je m'en fous parce que je suis à peu près certaine que rien de ce qu'on pourra leur offrir ne remplacera jamais ce qu'on leur a pris. Parce que les maisons, on fond, ce sont juste des assemblages de différents matériaux. Mais les moments vécus dans ces maisons, les parfums sentis, les plats goûtés, les enfants élevés, les joies et les peines vécues, qui leur redonnera tout ça?

Un des propriétaires est triste pour les plants de fraises, 1400 en tout, qu'il n'a pas eu le temps de ramasser avant que le bulldozer ne passe. Ça faisait 15 ans que l'homme en question habitait là. Vous imaginez la situation: 15 ans que vous entreprenez votre maison, 15 ans que vous faites votre vie, et, un beau — mau-

vais — jour, une lettre d'un conseil d'administration à la con vous annonce que ça ne représente rien et qu'il vous chasse pour prendre possession du terrain. Et tout ça pour quoi? Pour construire un hôpital, une école, un musée ou un centre communautaire, à la limite? Mais non, c'est pour un stationnement! Un stationnement? Attendez, je ne suis pas certaine d'avoir tout compris: prétendument pour protéger le parc Dufresne, dans le bout de Val-David, à environ une heure de Montréal, en Amérique du Nord, au XXI^e siècle, il y a des gens qui rasant des maisons et des arbres pour mettre des gros espaces asphaltés à la place? Mais ne vous en faites pas, la transaction rapportera gros. Fiou... me voilà rassurée, les résidences secondaires avec piscine creusée et les condos environnants vont prendre de la valeur.

Une voisine, mieux nantie, était contente qu'on rase le tout: «Ils vont me traiter de fasciste, mais cela ne me fait pas un pli.» Le fait de vous en foutre, madame, confirme l'adjectif qu'on vous accole.

Et dire que dans certains endroits du globe, dans des situations similaires, on se mobiliserait, on manifesterait, souvent au péril de notre vie. Ne vous en faites pas, je ne vous demanderai rien de tel, car j'écris ces lignes, consciente que bien des gens qui les liront s'en laveront les mains, ne se sentant pas directement impliqués par la situation. Eh bien mes amis, vous vous leurrez complètement! Vient un moment où des choix de société doivent être faits; une fois de plus, on a manqué le bateau. Ça ne sera pas beau tantôt, comme dirait l'autre.

Sophie Fréchette
Montréal, le 7 juillet 2003

CPE: mon programme personnel

Plusieurs chroniques de Michel Venne traitaient récemment du programme de garderies à 5 \$ par jour. Le 7 juillet, dans *Le Devoir*, il défend une fois de plus les CPE et s'attaque aux idéologues qui promeuvent les garderies qu'il

qualifie de commerciales. Puisqu'il nous invite à être pragmatiques, je voudrais lui faire part de mon expérience.

La plus jeune de mes filles fréquente une garderie en milieu familial gérée par un CPE. J'aime beaucoup l'approche de la responsable et de son adjointe. Par contre, je suis critique par rapport à l'administration du CPE. Les parents du conseil d'administration sont des bénévoles; ils n'ont aucune compétence en matière de gestion et ne peuvent compter sur aucun soutien de la part du ministère. C'est ainsi que nous avons pu engager un directeur qui s'est avéré être un escroc et un excellent manipulateur. Ça pris plus d'une année de lutte avant qu'il ne soit remercié, et le fonctionnaire que nous avions alerté pour dénouer la crise n'a rien fait de plus que nous assurer de sa sympathie.

Mon autre fille fréquente une garderie privée. La directrice et propriétaire investit largement pour offrir des installations de qualité. Quand je la vois batailler avec les entrepreneurs pour obtenir d'eux le travail qu'ils s'étaient engagés à accomplir, je me dis qu'aucun fonctionnaire n'y mettrait autant d'énergie. Cela ne l'empêche pas de rémunérer ses éducatrices au-dessus de l'échelle salariale, convaincue que ce sont elles qui font la valeur d'une garderie. D'ailleurs, certaines d'entre elles sont là depuis le début, il y a sept ans.

Au-delà de l'idéologie qui oppose les partisans du privé et du public, j'aimerais savoir ce qu'il nous en coûte collectivement. Quand je donne 5 \$ à l'une et à l'autre de mes garderies, à quelle hauteur le ministère finance-t-il les deux systèmes? Et dans le cas du CPE, quelle somme revient à la personne qui s'occupe de ma fille, en salaire et en dédommagement, et quel est le montant retenu par l'administration du CPE? Au fait, M. Venne sait-il que le programme de garderies à 5 \$ par jour comprend uniquement la garde et la nourriture mais pas le financement d'activités pour les enfants? En conséquence, la journée me revient dans un cas à 8 \$ et, dans l'autre, à 8,50 \$.

Marie-Gabrielle Vallet
Montréal, le 7 juillet 2003

LIBRE OPINION

Nombre d'enfants et qualité de vie: progrès et défis

THORAYA OBAID

Directrice exécutive du Fonds des Nations unies pour la population (UNFPA)

Depuis 14 ans, le 11 juillet marque la Journée mondiale de la population afin d'alerter les opinions publiques sur les enjeux relatifs aux problèmes de population. Si la célébration n'a pas changé de date, sa substance et sa signification ne sont plus les mêmes. Quand on parle aujourd'hui de population, on a largement cessé de s'alarmer du nombre des habitants de la planète pour mettre l'accent, dans une perspective soucieuse de l'humain, sur leur qualité de vie; c'est là une évolution profonde et insuffisamment reconnue.

Avec le temps, les experts ont fini par reconnaître qu'il y avait plus de sagesse dans les stratégies respectant le droit des individus de prendre leurs décisions librement (sans coercition, violence et discrimination) et la nécessité de leur donner l'information et les ressources voulues à cette fin. Nous en sommes venus à comprendre que si nous satisfaisions aux besoins de chacun et rendons les services de santé en matière de reproduction accessibles à tous et à la portée de tous, la population mondiale se stabiliserait tout naturellement.

Ne nous y trompons pas: les tendances démographiques continuent de lancer des défis redoutables aux générations actuelles et futures. Selon les évaluations des Nations unies, la population mondiale augmentera de près de 50 % dans les 50 prochaines années et la population des 50 pays les plus pauvres triplera. Parallèlement, certains pays industrialisés auront une croissance démographique négative et devront faire face à un rapport numérique altéré entre

population active et personnes à charge du fait que la durée de la vie s'allonge et que les familles deviennent moins nombreuses. Mais l'humanité possède la sagesse, la compassion et la capacité nécessaires pour trouver une solution à ces problèmes démographiques — si nous y appliquons notre réflexion.

Aujourd'hui, les problématiques de population sont envisagées de manière remarquable et encourageante en faisant moins de place aux chiffres et davantage aux vies individuelles qui se cachent derrière ceux-ci. Mais la compréhension au niveau international n'est qu'un premier pas; elle doit être étayée, avec non moins de force, par la résolution soutenue de toutes les nations et par les ressources indispensables.

Cette Journée mondiale de la population nous donne l'occasion de célébrer les progrès importants accomplis dans les 40 années qui se sont écoulées depuis la mise en route, au niveau international, des activités de planification familiale et de santé en matière de reproduction. Le nombre moyen d'enfants dans les pays en développement est tombé de six à trois par famille; le taux d'utilisation des contraceptifs est passé de 10 % à plus de 60 %; l'espérance moyenne de vie a doublé et le taux de croissance démographique est tombé de plus de 2 % à 1,2 % par an. Ces succès sont dus en grande partie aux femmes et aux couples du monde entier, qui ont été en mesure de choisir le nombre d'enfants qu'ils souhaitaient avoir ainsi que le moment de leur naissance.

Cette journée est aussi celle des espoirs et des aspirations des millions de personnes qui n'ont pas accès aux services modernes de santé. Il s'agit des 350 millions de couples qui n'ont pas encore accès à l'éventail complet des méthodes modernes de planifi-

cation familiale. Il s'agit des dix personnes qui mourront du sida à chaque minute au cours des 50 prochaines années à moins que nous n'agissions sans délai et avec détermination, et aussi des 515 000 femmes qui mourront, à raison d'une par minute, de causes liées à l'accouchement qu'il serait possible de prévenir, et ce, en partie parce que 47 % des naissances ne sont pas encore assistées dans les pays en développement par un personnel médical qualifié.

Cette Journée mondiale de la population se doit surtout d'être celle des jeunes, notamment du milliard d'adolescents qui habitent la Terre aujourd'hui et qui gouverneront notre monde demain. Si nous pouvons mobiliser la capacité de répondre à leurs besoins dans les domaines de l'éducation, des soins de santé, des perspectives économiques et des droits fondamentaux, nous pourrions remplir notre rôle de gardiens des intérêts des générations futures. Parce que tant de jeunes aborderont les années procréatrices de leur vie dans un avenir proche, la demande de services de planification familiale augmentera de 40 % au cours des 15 prochaines années. Si les jeunes disposent de l'information, des savoir-faire et des services dont ils ont besoin, ils prendront des décisions responsables touchant leur sexualité et leurs relations personnelles. D'autre part, en aidant les jeunes à retarder le moment où ils deviennent sexuellement actifs et celui de la première naissance, on pourra changer radicalement la dynamique mondiale de la croissance démographique.

Voici près de dix ans, à la Conférence internationale sur la population et le développement (CIPD), la régulation de la population a été délaissée au profit d'une approche globale embrassant l'éventail complet des besoins économiques, sociaux, écologiques,

politiques et culturels des couples et des individus dans le monde entier. Le Programme d'action de la CIPD, étendu sur 20 ans, professe le respect de la diversité culturelle, des croyances religieuses et des normes internationales en matière de droits fondamentaux. À l'occasion de cette conférence, la communauté mondiale unie et les nations se sont engagées (individuellement et collectivement) à mobiliser la volonté et les ressources nécessaires pour garantir l'accès de tous à la planification familiale, à la santé en matière de reproduction et aux autres services de santé de base.

Depuis, des progrès admirables ont été accomplis: les pays en développement ont respecté en grande partie leur promesse d'augmenter les ressources internes consacrées aux services de planification familiale et de santé en matière de reproduction, et ils ont aussi augmenté leurs contributions aux problèmes de population et de santé en matière de reproduction au niveau international. Les pays riches ont, eux aussi, généralement accru leurs engagements dans ce domaine, au-delà des prévisions, mais de manière très largement insuffisante.

Pour cette Journée mondiale de la population, engageons-nous tous à être aux côtés des populations défavorisées, dont le vœu et le droit sont d'obtenir l'information et les services qui leur sont nécessaires pour conduire une vie saine et productive et pour exercer leur droit de déterminer de manière libre et responsable le nombre de leurs enfants et l'espace de leur naissance. Notre détermination et notre engagement sont de satisfaire leurs besoins. Les objectifs du Millénaire pour le développement ne pourront être atteints sans aborder les problèmes de la population et de la santé en matière de reproduction.

IDÉES

Le programme québécois de réforme de la fédération canadienne

Point de départ
d'un dialogue fructueux

EDWARD McWHINNEY

Ancien conseiller constitutionnel du premier ministre de l'Ontario John Roberts, conseiller en chef de la commission Pépin-Robarts et ex-député libéral fédéral de Vancouver-Quadra (1993-2000)

Le rapport du Comité spécial du Parti libéral du Québec (PLQ) sur l'avenir politique et constitutionnel de la société québécoise, publié il y a plus de 18 mois, revêt une importance nouvelle pour l'avenir de notre système fédéral depuis la récente élection de Jean Charest comme premier ministre, à la suite de laquelle le président dudit comité spécial, Benoit Pelletier, a été nommé ministre des Affaires intergouvernementales canadiennes.

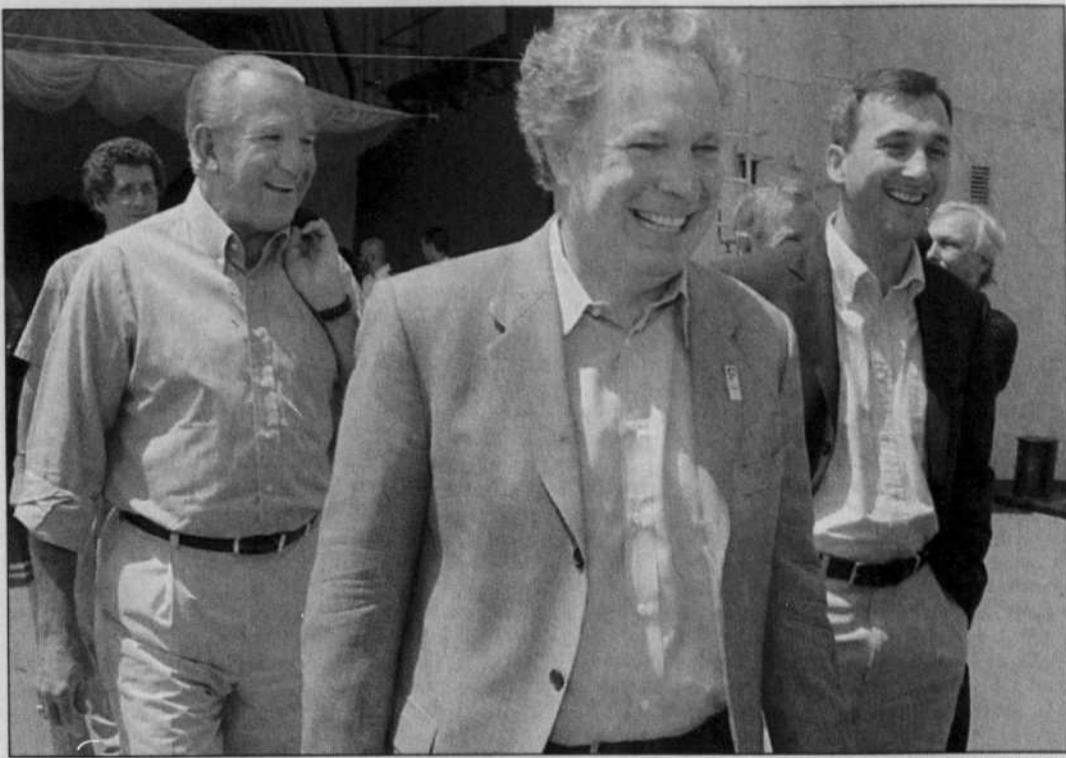
Depuis l'aube de la Révolution tranquille, au début des années 60, le Québec est la source première de la nouvelle conception du constitutionnalisme et du gouvernement au Canada, le «reste du Canada» demeurant surtout défensif. De fait, il est arrivé fréquemment que, dans le «reste du Canada», les gouvernements aient singulièrement manqué d'imagination et d'initiative et se soient contentés, au lieu de proposer eux-mêmes des programmes détaillés de réforme constitutionnelle, de répéter simplement la sempiternelle question: «Que veut donc le Québec?» Le rapport du PLQ, intitulé *Un projet pour le Québec: affirmation, autonomie et leadership*, comporte un élément heureux de réalisme politique et une appréciation objective de la situation sociologique propre au Québec et à tout le Canada.

Souveraineté et continentalisme

Parmi les réalités frappantes dont parle ce rapport, notons la remise en question de la notion de souveraineté, cette formulation politique qui remonte au XVII^e siècle et qui a été érigée en impératif catégorique constitutionnel et international dès la fin du XIX^e siècle. Inutile de dire que la notion classique de souveraineté s'avère de plus en plus inadaptable — tant en droit international qu'en droit constitutionnel — dans une Amérique du Nord où la communication est instantanée, où la transmission des données traverse les frontières et où les décisions, qu'il s'agisse de questions cruciales de politique économique et financière ou de politique de défense et de sécurité, se prennent à un niveau transnational. Les derniers gouvernements du Québec ont commencé à percevoir cette nouvelle réalité «continentaliste» de l'après-ALE et de l'après-ALÉNA au moins aussi bien que les autres gouvernements du Canada, sinon mieux, comme en atteste le succès que le Québec a remporté en amorçant vigoureusement des transactions avec les institutions financières américaines et en affrontant les marchés américains.

Le rapport Pelletier remet tout cela dans sa juste perspective. Désormais, le principe de base du Québec pour l'avenir doit inclure le rôle du Québec dans le nouveau «continentalisme» nord-américain. Le fédéralisme canadien est le principal élément constitutionnel nécessaire, mais il ne doit pas imposer de limites aux transactions bilatérales transfrontalières directes que le Québec doit pouvoir faire dans ce cadre.

Les idées qui sont ensuite élaborées de manière plus concrète dans le rapport du PLQ auraient peut-être alarmé des dirigeants politiques dans le «reste du Canada» il y a dix ou vingt ans, mais elles ne sont pas proposées aujourd'hui de façon catégorique ou inconditionnelle; elles servent plutôt de point de départ à un dialogue fructueux. Dans une très grande mesure,



JIM YOUNG REUTERS

Depuis l'élection de Jean Charest comme premier ministre, le rapport du Comité spécial du Parti libéral du Québec sur l'avenir politique et constitutionnel de la société québécoise revêt une importance nouvelle pour l'avenir de notre système fédéral.

elles se sont également frayé un chemin dans le débat général qui se déroule au Canada. Un Sénat fédéral élu et réformé, à la condition qu'il soit régi par le principe de la représentation égale des cinq grandes régions du pays (Québec, Ontario, provinces atlantiques, provinces des Prairies, Colombie-Britannique), est maintenant susceptible de recueillir l'appui de l'ensemble du Canada. Un Sénat élu, véritablement représentatif, est la clé de changements réels dans d'autres institutions fédérales, notamment la Cour suprême du Canada. L'argument en faveur de la ratification, par un Sénat élu et régionalement représentatif, des nominations, par le pouvoir exécutif fédéral, des juges de la Cour suprême du Canada et d'autres postes de hauts fonctionnaires fédéraux est clair et convaincant.

Fédéralisme coopératif

Les implications des interventions que fait actuellement le gouvernement fédéral dans des domaines comme les pêcheries, l'agriculture, les ressources naturelles, les transports, la recherche et l'innovation, le développement régional et le droit pénal sont assez claires et signalées à juste titre dans le rapport du PLQ. Leur solution rationnelle dépend de manière cruciale d'un esprit nouveau, ravivé, de fédéralisme coopératif — ce que le rapport en cause qualifie à juste titre, en s'inspirant de la notion plus ancienne de *Bundestreu* du fédéralisme allemand, d'obligation constitutionnelle de bonne foi ou de courtoisie dans les transactions intergouvernementales entre le gouvernement fédéral et les provinces. Les modifications officielles à la Constitution, qui sont bien sûr désormais très difficiles à apporter depuis la Loi constitutionnelle de 1982, ne sont pas strictement nécessaires. Au contraire, on peut faire des réformes substantielles en procédant à des accommodements pragmatiques au niveau intergouvernemental, à la condition que règnent la bonne volonté, le bon sens et le désir de tenter ensemble de résoudre des problèmes communs.

Le rapport Pelletier propose également la création d'une nouvelle instance exécutive permanente, ou d'un Conseil de la fédération, représentant les autorités fédérales et provinciales. Ce mécanisme institutionnel assurerait la coopération et la coordination intergouvernementales des grandes politiques. Le rapport a raison d'aborder cette question indépendamment des problèmes relatifs au Sénat canadien, qui n'est pas représentatif des provinces en ce moment. Si le gouvernement fédéral était encore réticent à participer à tout nouveau Conseil de la fédération, tel que proposé aujourd'hui, rien ne devrait empêcher cette institution d'aller de l'avant à titre d'initiative purement provinciale, ouverte à toutes les provinces qui pourraient convenir ensemble d'un mécanisme permettant de trouver et de maintenir un consensus entre celles-ci et d'assurer leur coopération, en regard des problèmes communs dans les relations entre le gouvernement fédéral et les provinces. Il y a de bonnes raisons d'aller de l'avant avec ce projet sans plus tarder, par étapes si nécessaire.

Le rapport du PLQ atteste par ailleurs d'une volonté de revitaliser les institutions démocratiques dans des domaines qui relèvent entièrement de ses pouvoirs constitutionnels. Benoit Pelletier convient d'emblée de l'importance «que l'on procède à un réajustement entre le rôle de l'exécutif et celui du législatif dans le système gouvernemental québécois». Le rapport en question poursuit dans les termes suivants: «La théorie bien connue des "checks and balances" ne peut qu'être compromise par un tel déséquilibre puisque le législatif ne parvient plus à faire contrepoids à l'exécutif.»

Les personnes qui s'intéressent au changement et à la modernisation de la fédération canadienne trouveront donc dans le document de base du nouveau gouvernement libéral du Québec en matière d'affaires intergouvernementales de quoi alimenter leur réflexion. Plus largement, tous les Canadiens profiteront des leçons que les essais et expériences du Québec ne manqueront pas de nous apporter.



Denise Bombardier

Ici

Dans la rue principale qui longe la mer, les voitures roulent au pas alors que les gens traversent selon leur gré, en pratiquant le lèche-vitrine de chaque côté de l'artère. Les gens, ici, c'est le monde ordinaire, si mythifié par les faiseurs d'opinions, les politiciens, les programmeurs de télé. Ici, c'est la vie au ralenti pour les touristes, mais ce ralenti devient inertie lorsqu'ils repartent à la fin de l'été, emportant avec eux le travail de ceux qui restent et que ces derniers ne retrouveront que l'été suivant.

Ici, c'est l'endroit où la radio dite nationale, heure après heure, nous informe de ce qui se passe à Montréal — les festivals —, qui nous indique où, dans le quartier italien, on trouve la perle des huiles d'olive, où se situe le restaurant dernier cri, celui où il faut obligatoirement aller pour manger le meilleur cous-cous; ici, c'est à dix heures de voiture de Montréal, la mégapole où il y a tant d'activité que dormir peut devenir un acte d'inculture. Alors, lorsqu'on écoute les médias et qu'on est ici, on s'interroge forcément pour savoir ce qu'on y fait alors que tout, mais tout, se passe dans le 514. On se pose la question alors qu'on sait qu'on va retourner à l'endroit de rêve, cette sorte de paradis terrestre, où on trouve de tout plus qu'à La Baie. Imagine-t-on dès lors les interrogations de ceux qui ne repartiront pas, qui vivent ici et qui souhaitent y demeurer?

Quand on parle d'ici depuis là-bas, on décrit la pauvreté, la misère de l'arrière-pays, la dureté de l'hiver, la désertion des jeunes. Quand les politiciens parlent d'ici, ils font des promesses, ils jonglent avec des chiffres de création d'emplois et, désormais, ils expliquent les malheurs d'ici dans le contexte de la mondialisation.

On a tout filmé, ici. L'ONF possède des rayons de bobines de film et de cassettes vidéo de documentaires sur ce coin de pays. *Idem* à Radio-Canada où, il y a 30 ans, les jeunes journalistes montréalais qui n'avaient jamais mis les pieds étaient envoyés en mission, c'est le cas de le dire, et revenaient tout fiers avec des reportages «punchés» — un mot bien connu et recherché dans toutes les salles de rédaction nationales — qui transformaient en voyeurs de la misère d'ici les téléspectateurs dont une importante partie habitait d'autres régions, pas plus réjouissantes mais qui n'avaient pas la cote misérabiliste de celle d'ici. Après chaque diffusion, les gens d'ici se sentaient davantage humiliés, accablés, et ils avaient honte aussi. Honte pour eux mais également honte d'eux-mêmes.

Oh! il y avait bien des artistes, même d'ailleurs, même de Montréal, qui vantaient les mérites d'ici, mais ils étaient peu nombreux, certains n'étaient même pas objectifs puisqu'ils étaient nés ici. Du moins, c'est ce que pensaient les urbains, entendu qu'au Québec, l'urbanité ne peut être que montréalaise. Ici, certains jeunes échevelés ont même établi, dans les années 60, leur quartier d'été de terroristes apprentis. Facile d'avoir raison lorsqu'on crie ses slogans face à la mer qui ne renvoie que le bruit de la marée. Les gens d'ici, tolérants, tolérants jusqu'au découragement, les ont observés d'abord, écoutés d'une oreille ensuite, puis s'en sont lassés. Et c'est peu dire qu'ils n'appréciaient pas l'image qu'on renvoyait de chez eux.

Lorsque les touristes, en particulier ceux qui revenaient pour une deuxième fois, leur vantaient leurs paysages, leur gentillesse naturelle, leur curiosité joyeuse aussi, ils restaient perplexes. Car les gens d'ici, c'est compréhensible, n'ont pas historiquement une image valorisée d'eux-mêmes. Il fut un temps où ils avaient honte d'être des «mangeurs de morue», si bien qu'il a fallu que des restaurateurs, français de surcroît, mettent à l'honneur sur les cartes de leurs établissements poissons et fruits de mer.

Ils ont la mer en partage mais en vivent difficilement. Ils ont par ailleurs la beauté de la nature en héritage et, de cela, ils sont devenus ou redevenus fiers. Ici, le silence n'est jamais inquiétant, le soleil réchauffe plutôt qu'il ne brûle et la mer, froide, se laisse parfois apprivoiser quand elle se love dans de petites baies ou des anses inattendues qu'on découvre au détour de la route, l'unique route qui encercle cette terre qui délimite la partie maritime du pays distinct.

A regarder avec quel calme les touristes déambulent dans les rues, à observer les petits groupes de vacanciers du troisième âge qui communiquent entre eux à voix basse, à surprendre les enfants, heureux d'être enfin avec des papas et des mamans qui ne sont pas bousculés par leurs horaires infernaux du reste de l'année, à attraper soi-même cette détente contagieuse, on se dit que les vertus d'ici, qui sont aussi les vertus des gens d'ici, témoignent d'une richesse inexportable. On se convainc alors d'être privilégié et on est reconnaissant aux gens d'ici de nous laisser partager ce que personne ne peut leur ravir: la beauté. Une beauté qui ressemble à du bonheur lorsque le soleil traverse la voûte du rocher tant chanté. Car ici, on l'a deviné, c'est la Gaspésie.

denbombardier@earthlink.net

Écrivez-nous!

Le Devoir se fait un plaisir de publier dans cette page les commentaires et les analyses de ses lecteurs. Étant donné l'abondance de courrier, nous vous demandons de limiter votre contribution à 8000 caractères (y compris les espaces), ou 1100 mots. Inutile de nous téléphoner pour assurer le suivi de votre envoi: si le texte est retenu, nous communiquerons avec son auteur. Nous vous encourageons à utiliser le courriel (redaction@ledevoir.com) ou un autre support électronique, mais dans tous les cas, n'oubliez pas d'indiquer vos coordonnées complètes, y compris votre numéro de téléphone.

Pas de droit aux congés,
aux vacances, au chômage...

CHRISTELLE PASQUET

Responsable de service de garde en milieu familial (RSGMF), Montréal

Profession: RSGMF. C'est le titre que je porte dix heures par jour pendant mes heures de travail. Cela n'éveille pas grand-chose pour la majorité des gens, c'est un sigle comme un autre.

Je suis une RSGMF en colère! En colère contre un gouvernement qui a décidé de monter un projet de loi (le n° 8) afin de m'enlever à jamais le droit de devenir une salariée du centre à la petite enfance (CPE) qui me régit. En colère contre le manque de visibilité de ma profession dans les médias, qui fait en sorte que le grand public pense que mon seul souhait est de gagner de l'argent sur le dos des enfants.

J'ai choisi sciemment mon métier pour la simple et bonne raison que j'aime travailler avec les enfants. Je suis fière de contribuer à l'enrichissement de leurs années de petite enfance et j'exerce mon métier avec un plaisir incroyable, ce qui n'est pas donné à tout le monde. Je m'estime privilégiée de ce côté-là.

Le revers de la médaille, celui qui ne brille pas, c'est le statut de travailleuse autonome que l'on veut me forcer juridiquement à avoir. Loin de moi l'idée de dénigrer ce statut qu'un bon pourcentage de la population active a choisi; cependant, dans mon cas, je trouve qu'il est assez dénaté. Dénaturé de par le lien de subordination qui me lie au centre qui m'octroie mon permis, de par la loi du ministère qui fixe mes heures d'ouverture, mes tarifs ainsi que ma façon de travailler.

Je n'ai le droit de me faire remplacer qu'en cas d'urgence. Si, une journée, je suis fatiguée ou de mauvaise humeur, donc inapte à faire correctement mon travail, j'ai le choix de fermer et de mettre six



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

Le travail des RSGMF, souvent sous-estimé, mérite une plus grande reconnaissance.

parents dans l'embarras ou encore de tenir bon et de ne pas donner une journée de qualité aux enfants. Comme tout le monde, j'ai quelquefois besoin de vacances: deux semaines, cela me satisfait, mais le gouvernement ne me paye pas. Les jours fériés, inutile de vous dire qu'il ne me les paye pas non plus!

Je deviens rouge de colère quand je pense que si

je me blesse en m'occupant des enfants (les blessures au dos sont fréquentes dans notre milieu), je ne suis couverte ni par la CSST ni par l'assurance chômage. Je dois donc fermer mon service de garde sans broncher. Heureusement, je n'ai pas l'idée d'agrandir ma famille car un congé de maternité relève de l'utopie dans mon domaine!

Je suis déçue d'offrir un service qui coûte moins cher au gouvernement qu'une place en garderie et qui ne me laissera rien, sinon de beaux souvenirs de rires d'enfants, lorsque je fermerai mon service de garde à jamais. Il y a 10 000 RSGMF au Québec: tous les jours, j'en entends qui parlent de fermer car elles sont fatiguées et n'ont aucun recours. Cela me peine, cela me révolte, car nos consœurs éducatrices en CPE ont des conditions de travail idylliques comparativement aux nôtres.

J'aimerais que la population comprenne que ce n'est pas pour une question d'argent que les RSGMF réclament le droit à la syndicalisation mais bien pour une question de justice car nous n'avons même pas accès aux normes minimales du travail. Tout ce que je veux, c'est pouvoir dormir sur mes deux oreilles le soir en sachant que s'il m'arrive quelque chose, mes propres enfants ne seront pas plongés dans une situation financière précaire.

Si je savoure chaque jour le plaisir de donner le meilleur de moi-même aux enfants des autres, j'aspire à faire de même avec mes propres enfants. J'aspire à exercer mon métier le plus longtemps possible dans les meilleures conditions. Si j'ai un contrat de service avec les parents, j'en ai un d'ordre moral avec les enfants, et c'est précieux. Ils ont droit à autant de stabilité que les enfants des CPE.

Que les parents utilisateurs de services de garde en milieu familial appuient leur éducatrice car notre travail mérite d'être un peu plus reconnu. Il en vaut la peine.

L'ÉQUIPE DU DEVOIR

LA RÉDACTION Journalistes à l'information générale et métropolitaine: Gérard Dallaire (adjoint au directeur de l'information), Jeanne Corriveau, Fabien Deglise, Marie-Andrée Chouinard (éducation); Josée Boileau (éditorialiste, responsable de la page Idées), Brian Myles (justice et faits divers), Jean Dion, Louis-Gilles Francœur (environnement), Benoit Munger (responsable du site Internet); Julie Carpentier (pages éditoriales, sports), Isabelle Paré (santé); Pauline Gravel (science); Michel Garneau (caricaturiste); Diane Précori (responsable des pages thématiques); Martin Duchon, Christine Dumazet (lecteurs); Jacques Grenier et Jacques Nadeau (photographes); à l'information culturelle: Michel Bélair (responsable), Jean-Pierre Legault, Stéphane Baillargeon (théâtre), Paul Cauchon (médias); Caroline Monpelli (films), Odile Tremblay (cinéma); Bernard Lamarche (arts visuels); à l'information économique: Gérard Bérubé (adjoint au directeur de l'information), Dominique Resy, Eric Desrosiers, Claude Turcotte; à l'information internationale: Claude Lévesque, Guy Taillefer, Serge Truffaut (éditorialiste); à l'information politique: Hélène Buzzetti, Manon Cornélius (correspondantes parlementaires à Ottawa), Tommy Chouinard et Robert Dutilleul (correspondants parlementaires à Québec), Kathleen Lévesque; Marie-Hélène Abadie (secrétaire à la rédaction); Louise-Maude Roux Soucy, Geneviève Ois-Dionne (commiss); La documentation: Gilles Paré (directeur); Manon Derome, Serge Laplante (Québec), Rachel Rochefort (Ottawa); PROMOTION, DISTRIBUTION ET TIRAGE: LA PRODUCTION Daniel Barzine (responsable de la production), Claudine Bédard, Michel Bernatchez, Philippe Borne, Johanne Brunet, Danielle Cantara, Richard Des Cormiers, Donald Filion, Olivier Zaidi (INFORMATTIQUE, Yanick Martel (responsable), PROMOTION, DISTRIBUTION ET TIRAGE: Linda Thériault (responsable service à la clientèle, distribution et tirage), Gisèle Lenard, (coordonnatrice à la promotion et à la sollicitation), Monique Heureux, Lise Lachapelle, Rachelle Leclerc, Marie-France Dalcourt. L'ADMINISTRATION Nicole Carmel (responsable des services comptables), Céline Furoy, Germain Haack (contrôleur), Ghislaine Lafleur, Claudette Bellevue (adjointe administratrice), Claudine Chevrier, Chantal Rochon, Danielle Ross. LA FONDATION DU DEVOIR Roger Boisvert (vice-président exécutif et directeur général).

LE DEVOIR

SCIENCE

EN BREF

La science détrône le sport

(ASP) — Surprise: pour les écoliers japonais, une carrière scientifique semble soudain plus alléchante qu'une carrière sportive. Du moins légèrement plus alléchante: 9,6% des garçons ont répondu à un sondage qu'ils préféreraient une carrière de chercheur, contre 9,1% qui ont choisi le soccer et 8,9% qui ont préféré le baseball. C'est peu, et seuls les garçons sont concernés — les filles ont placé en tête de liste des métiers « traditionnels » comme les soins infirmiers et la restauration — mais c'est tout de même la première fois qu'un métier académique se glisse en haut du classement, selon la compagnie d'assurance Dai-ichi qui organise ce sondage chaque année depuis 1989. Il a été mené auprès de 991 écoliers de niveau primaire. La compagnie attribue cette surprise à l'attribution de prix Nobel à des scientifiques japonais, en 2000 et 2001.

Le cimetière des langues

(ASP) — Il y a plus de langues qui risquent de disparaître qu'il y a d'animaux en voie d'extinction. C'est ce que pense le biologiste William Sutherland, de l'Université East Anglia à Norwich (Angleterre): il a appliqué aux 6809 langues parlées les mêmes critères qu'on utilise pour évaluer le taux de survie des animaux! Il faut savoir que, selon la taille de leur population et leur taux de mortalité, les animaux sont classés dans trois catégories funèbres: sérieusement en voie d'extinction, en voie d'extinction ou vulnérable. Sutherland a recensé 12,2% d'oiseaux et 25,7% de mammifères appartenant à l'une de ces catégories. Et il a trouvé... 27,2% de langues vivantes menacées d'extinction.

Trop de sous contre la variole

(ASP) — La campagne américaine contre la variole est dans le brouillard. L'administration Bush, après avoir manifesté il y a quelques mois son intention de vacciner de 5 à 10 millions d'États-Uniens de crainte d'une attaque bioterroriste, a soudain fait face à la réalité ce printemps. Selon les plans initiaux, toutes ces personnes auraient dû être vaccinées avant le début de l'été 2003. Mais en juin, seulement 35 000 avaient reçu leur dose, essentiellement des travailleurs de la santé et des militaires, et certains États ont même mis un frein à la campagne, dans l'attente d'autres instructions de Washington. Il faut se rappeler que la variole est, au contraire de la polio, une maladie disparue de la surface du globe depuis un quart de siècle. Si cette campagne de vaccination a été lancée en 2002, ce n'est pas parce qu'on a eu la moindre preuve de la réapparition du micro-organisme, mais en raison de la crainte hautement hypothétique qu'un terroriste en ait caché des réserves chez lui. Au cours d'une rencontre d'une commission de l'Institut de médecine à la mi-mai, plusieurs responsables locaux et régionaux de la santé ont demandé au gouvernement fédéral d'annuler la phase deux de cette campagne de vaccination, inquiets des coûts engendrés et du personnel médical qu'elle mobilise, le tout sans doute en pure perte.

Pas assez de sous contre la polio

(ASP) — Viendra-t-on finalement à bout de la polio? Rien n'est moins sûr. Il y a deux décennies, tant qu'il s'agissait de l'éradiquer en Europe et en Amérique, les fonds nécessaires ne manquaient pas. Mais depuis plusieurs années, la campagne piétine. La dernière mauvaise nouvelle vient d'arriver de l'Organisation mondiale de la santé (OMS): dans la version révisée de sa campagne d'éradication de la polio, la stratégie diffère de ce qu'on avait connu jusqu'ici. Plutôt que de balayer toute la planète, la vaccination se concentrera sur 13 points chauds, y compris des régions à risque de l'Inde, de l'Égypte, de la République démocratique du Congo et de l'Afghanistan. L'espoir d'une éradication totale de la maladie, comme on y était arrivé il y a un quart de siècle avec la variole, semble donc de moins en moins réaliste. D'où la crainte que la maladie ne resurgisse tôt ou tard sous une version mutante et que tout soit alors à recommencer. Cette nouvelle stratégie est le résultat des contraintes financières auxquelles fait face l'OMS. La poliomyélite est une maladie contagieuse transmise par un virus, qui affecte généralement les enfants de moins de cinq ans et entraîne la paralysie. Elle se propage plus facilement là où les conditions d'hygiène laissent à désirer et peut notamment se transmettre par des mains sales ou par de l'eau contaminée. Il n'y a aucun médicament: seule la vaccination peut empêcher le virus de s'attaquer à une personne. C'est ainsi que, depuis 1988, une campagne mondiale de vaccination a permis de faire baisser le nombre de cas de 350 000 par an à seulement 275 millions \$US et enverra dans les 13 points chauds 297 millions de doses du vaccin antipolio.

Rouler à la merde de panda

(ASP) — La merde de panda pourrait faire rouler une voiture. Des chercheurs japonais se sont lancés sur cette piste après avoir fait une déduction toute simple: le panda est un grand dévoreur de bambou. Le bambou n'est pas l'aliment le plus facile à digérer. Par conséquent, le panda doit avoir un système digestif très efficace. Or un système digestif, cela fonctionne avec l'aide de bactéries qui, dans nos intestins, réduisent protéines, gras et sucres et laissent derrière des résidus: les crottes. Au milieu de tout ce travail, toute bactérie qui se respecte produit de l'énergie qui pourrait faire rouler voitures et génératrices de l'avenir. Sachant qu'en 17 semaines les bactéries du panda ont « traité » 100 kilos de bambou et que chaque kilo produit 100 litres d'hydrogène, cela intéresse vivement les fabricants de piles à combustible. L'équipe de l'Université de Kitasato (Tokyo) prévoit présenter sa « pile-aux-crottes-de-panda » à l'exposition mondiale de la préfecture d'Aichi, en 2005.

Des avortements inutiles

Aux États-Unis, on a procédé à des examens prénataux risqués alors que l'enfant à naître ne présentait aucun risque

JULIE CALVÉ
AGENCE SCIENCE-PRESSE

Aux États-Unis, des erreurs d'interprétation de tests génétiques auraient conduit plusieurs femmes enceintes à subir des examens prénataux inutiles — et risqués. Ces erreurs auraient même poussé certaines d'entre elles à mettre fin à leur grossesse alors que l'enfant à naître était parfaitement sain.

Voilà l'effarant constat de généticiens médicaux (*medical geneticists*) états-uniens qui ont analysé les résultats de dizaines de milliers de tests d'ADN effectués chaque mois aux États-Unis, dans le cadre du plus vaste programme de dépistage de la fibrose kystique lancé à ce jour.

La fibrose kystique est une maladie héréditaire mortelle qui affecte quelque 30 000 États-Uniens et plus de 3 000 Canadiens. Au pays, selon la Fondation canadienne de la fibrose kystique, un nouveau-né sur 2 500 en serait atteint. Rien d'étonnant à ce qu'on cherche à prévenir plutôt qu'à guérir... l'inguerissable.

Des données ignorées

Le dépistage génétique permet en théorie de savoir si on est susceptible de transmettre la fibrose kystique à son enfant. Le problème, c'est qu'il existe au moins 900 mutations à l'origine de ce mal (en fait, on ne teste que pour les 25 à 30 plus courantes). Et le fait d'être porteur d'une maladie ne veut en aucun cas dire que la

maladie se développera un jour.

Ainsi, la plus commune de ces mutations, appelée 5T, est tellement commune qu'au moins une personne sur 25 en serait porteuse... La maladie se déclare seulement si une autre mutation, très rare, la R117H, est également présente sur le même gène.

Or, lors de la campagne états-unienne de dépistage, ces données fondamentales ont été ignorées. Des tests d'ADN ont été pratiqués sur des échantillons fœtaux alors que seulement un des deux parents était porteur et, qui plus est, sans avoir décelé la présence de la R117H. On a donc procédé à des examens prénataux risqués — tel l'amniocentèse et l'échantillonnage chorionique — alors que l'enfant à naître ne présentait aucun risque!

Un dérapage qui fait frémir... mais qui n'étonne pas David Roy, directeur du Centre de bioéthique de l'Institut de recherches cliniques de Montréal, rattaché à l'Université de Montréal. « Nous publierons sous peu une enquête sur la génétique et les maladies multifactorielles, des maladies qui impliquent plusieurs gènes, et nos conclusions sont semblables. Numéro un: il y a un manque de conseillers génétiques médicaux. Numéro deux: il y a un manque de connaissances des médecins, des généralistes, sur ces questions. »

Et ça pourrait aller de mal en pis... La fibrose kystique, malgré ses

quelque 900 mutations, demeure une maladie « facile » à diagnostiquer. « Qu'est-ce qui se passera, demain, avec les maladies cardiovasculaires, l'artériosclérose, les cancers, dont plusieurs gènes sont responsables et qui sont aussi associés à des facteurs environnementaux? » questionne le chercheur. Même pour les spécialistes de la génétique, ce sont des questions très difficiles à évaluer.

« On pose un diagnostic prénatal sur des maladies qui se déclareront dans 25, 30 ou 40 ans. Qui sait ce que seront les percées thérapeutiques? »

cacité et la valeur des tests génétiques. Cela a soulevé de nombreuses questions entourant l'utilité des tests génétiques et leurs risques, leurs avantages et leurs impacts sur la société. »

« Nos gouvernements, nos institutions, notre corps médical sont très en retard, renchérit David Roy. Et il y a une pression de la commercialisation. Les possibilités sont faraïmeuses pour les compagnies qui fabriquent ces tests. Mais ce n'est pas à elles de décider ce qui doit être connu ou non. »

À qui alors? Aux grandes associations de médecins et spécialistes en génétique qui, de concert avec les gouvernements, doivent élaborer des lignes de conduite, une réglementation souple, capable d'évoluer au même rythme que les développe-

ments scientifiques, selon le chercheur. Et pour en arriver là, une condition *sine qua non*: l'éducation. Mais pas seulement celle des médecins!

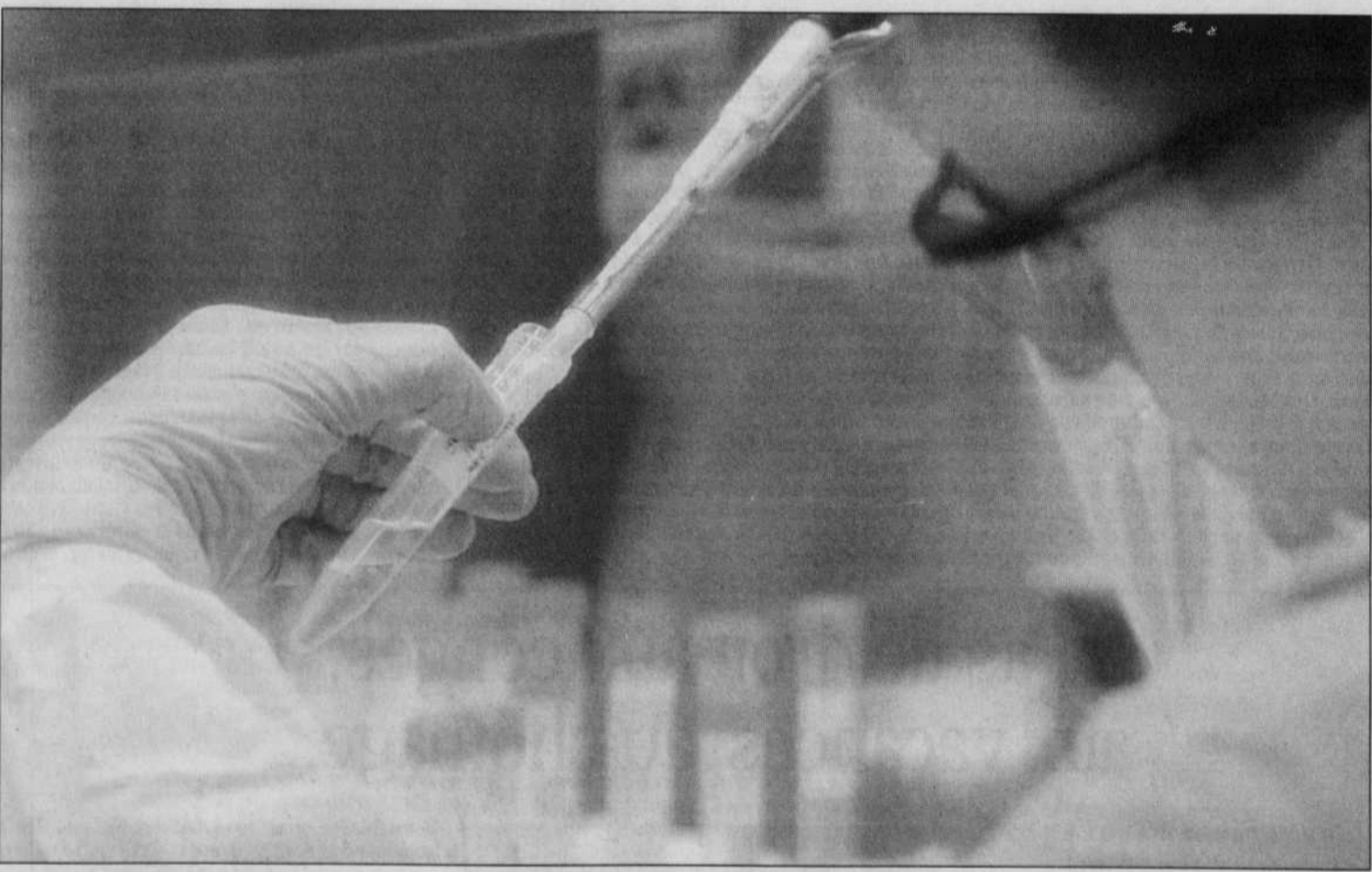
« Il y a aussi l'éducation de la population », insiste Abby Lipman, professeur au département d'épidémiologie et de biostatistique à l'Université McGill. En matière de diagnostic prénatal et de génétique, on nous présente toujours ce pauvre enfant malade à sauver, qui peut retrouver le sourire. Ce n'est pas ça, la réalité. C'est une question économique. C'est l'eugénisme. »

David Roy abonde dans le même sens. « On pose un diagnostic prénatal sur des maladies qui se déclareront dans 25, 30 ou 40 ans. Qui sait ce que seront les percées thérapeutiques? »

« Est-ce qu'on avorte parce qu'un embryon est porteur d'un gène du cancer du sein? », poursuit le chercheur. Nous sommes tous à risque de quelque chose. Personne ne possède un ADN parfait!

Nous sommes à l'aube de la génétique, évoque David Roy. « Elle changera les fondements de la médecine. Au début, il y a toujours de la peur, de la confusion, des gens qui vont aux extrêmes. Il y a 20 ans, des gens voulaient mettre n'importe quel sperme dans n'importe quel ovule dans n'importe quel utérus... Et puis les extrêmes se calment; il y a une mise en place graduelle de pratiques et de comportements plus raisonnables. »

D'ici là, via Internet, le premier venu peut envoyer quelques-unes de ses cellules buccales aux États, question de faire connaissance avec ses mutations génétiques personnelles...



GABRIEL B. TAIT

Innovations biotechnologiques

Les dérivés de la flore et de la faune des récifs coralliens trouvent des applications médicales, agricoles ou cosmétiques

LE MONDE

Townsville (Queensland) — La Grande Barrière de corail recèle des secrets qui pourraient bouleverser la recherche médicale et biochimique. « Nous commençons à gratter la surface et nous trouvons des pistes d'innovation passionnantes, explique Chris Battershill. En explorant ce que la mer produit, nous découvrons de nouvelles applications dans le domaine des biotechnologies. Ainsi, notre démarche est à l'inverse de celle d'autres scientifiques qui, eux, sont à la recherche des ressources leur permettant d'atteindre le résultat qu'ils visent. »

Le directeur de la section de biotechnologie marine à l'Institut australien de science marine (AIMS) a le sourire lorsqu'il parle de ses projets. Avec près de deux millions d'espèces, dont 25% de l'ensemble des espèces des poissons d'eau de mer, les récifs coralliens constituent de véritables mines inexploitées (à peine 10% des organismes vivants ont été identifiés, selon un rapport de l'Agence française pour le développement).

Crème solaire

La moitié des recherches sur les médicaments anticancéreux sont fondées sur des organismes marins. L'AZT, utilisé pour traiter les malades atteints par le sida, est issu d'une éponge vivant sur les récifs des Caraïbes. Townsville, ville universitaire située le long de la Grande Barrière, est devenue l'un des centres de pointe sur les biotechnologies marines. Le groupe pharmaceutique Astra Zeneca finance quarante chercheurs à l'Université Griffiths.

Certaines « pistes » explorées par les experts devraient bientôt conduire à la commercialisation de nouveaux produits. Une crème solaire baptisée Corasol, fabriquée par la société Sunscreen, pourrait, après quinze ans de recherche, être proposée au public. « Au milieu des années 1980, lors d'un voyage d'étude sur le récif, je me suis demandé comment les coraux faisaient pour ne pas brûler au soleil à marée basse, se rappelle Walter Dunlap, biochimiste à AIMS. J'ai découvert qu'ils sécrètent leur propre crème solaire. Cette substance, qui a la capacité de capturer la lumière et de dissiper son énergie, avait toutefois l'inconvénient d'être soluble dans l'eau et il était difficile d'extraire ses composants en laboratoire. Il nous a fallu dix ans pour créer un produit synthétique semblable au mucus naturel du corail. »

L'Institut australien de recherche crée aussi des biocapteurs capables de détecter le niveau d'empoisonnement éventuel d'un coquillage élevé dans des bassins d'aquaculture. « Nous élaborons avec Newfarm, le dixième plus gros fabricant de produits agrochimiques dans le monde, des pesticides capables de tuer les mauvaises herbes sans endommager les cultures, assure Lyndon Llewellyn, spécialiste des toxines marines à AIMS. Nous avons identifié des composants chimiques présents dans les coraux qui pénètrent directement dans les organismes visés. » Cette découverte est importante car la plupart des pesticides utilisent des produits nocifs comme des détergents pour aider les éléments actifs à entrer dans la plante à détruire.

Pour éviter de voir les chalutiers continuer de ratisser les fonds marins, les chercheurs étudient actuellement l'odeur que dégagent les crevettes mâles

pour attirer les femelles. Lorsque ce composé sera isolé, il pourra être dispersé dans une zone précise. Les pêcheurs n'auront plus alors qu'à « cueillir » les petits crustacés.

Enzymes antioxydantes

« Nous avons aussi découvert que six espèces de coraux mous et d'éponges contenaient des composants capables d'être utilisés comme instruments biomédicaux, annonce Chris Battershill. Ces composants, qui permettent de détecter le fonctionnement des médicaments sur une maladie, sont aujourd'hui fabriqués de façon synthétique et leur prix au milligramme peut atteindre des sommes astronomiques. Nous pouvons produire nos propres composants en utilisant l'aquaculture, et pour des prix inférieurs. »

D'autres découvertes sont presque dues au hasard. « Nous avons un jour tenté d'irradier le mucus du corail et nous avons découvert que certaines des bactéries développaient des enzymes antioxydantes, explique Walter Dunlap. Or l'oxydation est l'une des causes principales du vieillissement humain. Parmi les maladies oxydantes, on trouve les troubles cardiovasculaires et la maladie d'Alzheimer. Aujourd'hui, nous voyons ce que le corail fait mais nous ne savons pas comment il y parvient. Nous avons devant nous des années de travail avant de produire un produit anti-âge. »

La biotechnologie marine est une science encore neuve. « Mais le temps presse, conclut Lyndon Llewellyn. La disparition d'espèces coralliennes va conduire à la perte de composants chimiques uniques qui pourraient permettre d'élaborer des produits révolutionnaires. »